



HAL
open science

René Tourte : témoignage

Réne Tourte, Christian Galant, Marie-Gabrielle Bodart, Yann Combot

► **To cite this version:**

Réne Tourte, Christian Galant, Marie-Gabrielle Bodart, Yann Combot. René Tourte : témoignage. Agronomes du Cirad, 17, Edition INRA, 108 p., 2016, Archorales, 2-7380-1371-6 9-782738-013712. hal-02799223

HAL Id: hal-02799223

<https://hal.inrae.fr/hal-02799223>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



© Inra - Christian Slagmulder

RENÉ TOURTE

40

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le choix de l'agronomie tropicale semble s'imposer à lui, la France d'outre-mer l'attire, l'Afrique en particulier. René Tourte se forme à l'École supérieure d'application d'agriculture tropicale de Nogent. Il engage véritablement sa carrière au Centre de recherche agronomique de Bambey au Sénégal où il innove en prenant au sérieux la question de la vulgarisation. Jusqu'à la création du département Systèmes agraires au tout nouveau Cirad, il vit une aventure très riche qui lui permet en fin de carrière de publier la précieuse et volumineuse *Histoire de la recherche agricole en Afrique tropicale francophone*.

Pourriez-vous expliquer le contexte dans lequel vous avez pu faire des études et ensuite être amené à prendre la voie qui vous a conduit à obtenir en 1946 votre premier poste d'ingénieur adjoint stagiaire des services scientifiques et techniques de l'agriculture de la France d'outre-mer, à la section technique d'agriculture tropicale (Stat) à Nogent-Vincennes ?

Je suis né le 1^{er} juillet 1924 dans la Creuse - magnifique pays -, dans la commune de Bourgneuf. J'ai des racines paysannes profondes. Mes grands-parents paternels et maternels, et sans doute mes ancêtres depuis plusieurs siècles, étaient des petits paysans. On trouvait encore à ma naissance beaucoup de petites exploitations dans la Creuse. Mes parents n'ont cependant pas suivi la tradition. Mon père, après avoir fait la guerre de 1914-1918 entièrement, a eu la possibilité d'entrer dans la police à Paris. Cela m'a peut-être donné un certain goût de l'autorité, de la rigueur et de l'honnêteté. Tout en poursuivant mes études primaires, secondaires et supérieures à Paris, je revenais très régulièrement en vacances dans la Creuse. En fait, ma formation a d'abord été agroécologique, ma formation agronomique est venue après, à l'Institut national agronomique de Paris.

J'ai effectivement acquis cette formation agroécologique, d'abord avec mes grands-parents, mais aussi avec mes grands-oncles et oncles, mes cousins dont j'ai partagé, durant quinze années les travaux de la ferme lors de toutes mes vacances. Pour les habitants du village, j'étais un peu un enfant du pays. J'étais « René des Bruges » (« Les Bruges » était le nom de la ferme de mes grands-parents maternels).

À l'époque, le monde agricole abordait les questions de culture et d'élevage mais quelle était la conscience écologique du moment ?

J'ai appris depuis peu ce qu'était l'agroécologie officielle et je me suis rendu compte que mon grand-père maternel était un très grand agroécologiste. Tout ce que l'on peut dire sur les problèmes d'auto-fertilisation, de rotations, de successions, d'apports et de transferts de fertilité, était déjà largement connu et pratiqué par mon grand-père. Je pense avoir été agroécologiste avant d'être agronome. Habituellement le parcours est inverse, mais dans mon cas il en a été ainsi. Les exploitations familiales de la Creuse d'alors, donc des années 1935 jusqu'à 1950 et même 1960 pour certaines, étaient des fermes de petites dimensions, basées sur l'équilibre agriculture/élevage, à traction animale. Les

Propos recueillis par
CHRISTIAN GALANT
(Mission Archorales, Inra)

MARIE-GABRIELLE BODART
(vice-présidente de l'association
des anciens du Cirad)

YANN COMBOT
(délégué aux archives du Cirad)

Montpellier, le 20/11/2013
Entretien conduit en présence
de Christiane Tourte, son épouse.

animaux de trait étaient des vaches, beaucoup plus rarement des bœufs. Chaque exploitation couvrait en moyenne de 7 à 8 hectares, entretenant 2 à 7 vaches qui servaient à tout, à la traction, au lait et au beurre, à faire des veaux vendus chaque année. Il s'agissait d'une agriculture de quasi autosubsistance, d'autoconsommation. Les paysans de l'époque n'achetaient que ce qu'ils étaient incapables de produire : sel, café, sucre... L'essentiel provenait de l'exploitation : légumes et fruits les plus variés, volailles et viande de porc, matières grasses animales, laine des moutons, bois de chauffage.

Dans le domaine des techniques culturales et de l'entretien de la fertilité des sols, la fumure organique était assurée par le fumier et l'enfouissement des résidus de récolte. L'apport azoté provenait des légumineuses (trèfle) incorporées dans les rotations. Un transfert de fertilité à partir des bois, forêts et landes environnantes était en outre pratique courante : fougères et ajoncs servaient de litière aux animaux. Malgré un très faible recours à l'engrais, le bilan de fertilité restait très stable. Il était tellement stable qu'il a duré des siècles. Entre le Moyen Âge et le début du XX^e siècle, très peu de changements se sont produits dans ces régions. Nous étions vraiment dans une agroécologie conservatrice.

Vous êtes fils de fonctionnaire de police. Pourquoi avez-vous choisi l'Agro ? Aviez-vous ces réminiscences d'expériences chez vos grands-parents ?

Mon père nonobstant quelques suggestions n'a toutefois jamais vraiment insisté pour que je devienne instituteur, ou commissaire de police, et l'atavisme a triomphé.

J'ai fait toutes mes études à Paris : études secondaires au lycée Arago, qui était à l'époque une EPS (école primaire

Pèlerinage aux sources. Les trois complices des années 1950-1960, Philippe Gaudefroy-Demombynes, René Tourte et Jean Fauché se retrouvent, 40 ans après, au Sénégal en 2000. Ils visitent à Richard-Toll l'exploitation de la Compagnie sucrière sénégalaise (CSS), sous la conduite de l'ingénieur Alioune Sène.



supérieure) gratuite. Les lycées étaient alors en partie payants. Après mon bac à Arago, j'ai préparé l'Agro en deux ans à Chaptal, également EPS à l'époque.

Après l'Agro, deux possibilités s'offraient au jeune ingénieur que j'étais en 1945 : première option, je tentais de reprendre l'exploitation de mes grands-parents, qui était alors en fermage parce que mon grand-père avait vieilli et avait affermé son domaine ; deuxième option, en 1945 la guerre était finie, c'était l'année des grands élans pour l'outre-mer. Il fallait aider ces pays qui nous avaient assistés pendant les deux guerres mondiales. Le ministère des Colonies, pas encore d'outre-mer, procédait d'ailleurs à une efficace propagande, assortie d'une bourse en faveur d'une telle carrière ultramarine. J'ai opté pour la deuxième possibilité et commencé comme fonctionnaire colonial en 1945.

Quel sens avez-vous donné pour votre choix d'études à ce moment-là ?

Charles de Gaulle souhaitait assurer une sorte de restitution de ce que les peuples de l'Empire nous avaient généreusement apporté. J'étais très modestement dans les mêmes dispositions d'esprit que le

général. J'avais donc à faire un choix entre deux options qui me paraissaient aussi grandioses l'une que l'autre : la succession familiale ou le départ vers d'autres horizons pour des tâches humanitaires et incontestablement une envie de connaître l'autre.

Une partie importante de ma promotion de l'Agro a d'ailleurs choisi de faire ce qu'on appelait « Nogent », qui s'appelle maintenant Institut des régions chaudes (IRC), après s'être nommé Esaat (École supérieure d'application d'agronomie tropicale), puis Cneat, Cnearc.

Vous étiez lycéen et étudiant pendant la guerre. Quels souvenirs avez-vous de cette période ?

Il faut avoir vécu ces années-là ! Paris occupé, c'était vraiment très pénible, voire souvent dangereux, parfois terrifiant ! C'était un sentiment d'insécurité permanente ! Jusqu'à l'âge de 18-19 ans, les risques pour les jeunes étaient limités mais après c'était le STO ou les mouvements de résistance. À mon entrée à l'Agro, en 1943, j'avais justement 19 ans, donc en première année j'étais relativement *cool*. Les problèmes sérieux ont commencé avec la deuxième année. Déjà dans notre promotion deux jeunes filles

SAUF INDICATION,
LES PHOTOS
APPARTIENNENT
À RENÉ TOURTE.



La ferme de mes grands-parents, « Les Bruges », ma maison natale en Creuse, toute solide de granite.

juives avaient dû porter l'étoile jaune ; elles ont heureusement pu échapper à toutes les rafles du moment. En vue d'un possible départ STO, j'avais dû passer le conseil de révision qui m'avait déclaré apte. Heureusement les dossiers afférents ont mystérieusement disparu, subtilisés par un mouvement de résistance. Quelques semaines, voire quelques mois ont ainsi été gagnés. Beaucoup d'autres épreuves et souffrances (pénuries alimentaires, maladies, froid...) ont marqué les quatre années d'occupation sur lesquelles je ne souhaite pas m'étendre plus avant. Je terminerai cependant l'évocation de cette sombre période par deux anecdotes plus amusantes. La première : nous suivions à l'Agro nos cours pendant les hivers dans des amphithéâtres non chauffés. On a relevé jusqu'à moins 2 degrés dans l'amphi, ce qui pourrait expliquer certaines écritures tremblotées dans nos cahiers de texte. La deuxième anecdote, plus opportuniste, procède de la menace STO devant laquelle mon père m'avait donné un conseil : « Pour éviter de te faire embarquer, la solution est d'entrer dans la police ». Sensible à sa sagesse, j'ai posé ma candidature. Je suis un ancien candidat à la préfecture de police de Paris.

Enfin, l'arrivée des Alliés à Paris est intervenue le 23 août 1945. J'ai vécu cette semaine héroïque de la libération de Paris : le soulèvement de la police, puis des quartiers, l'arrivée de la division Leclerc, des Américains, du général de Gaulle. Mon problème personnel a donc été résolu. J'ai en outre eu une nouvelle chance : né en 1924, j'étais de la classe 1944 qui n'a pas été mobilisée.

La 1943 l'ayant été, les structures et équipements ne permettaient pas d'accueillir une classe supplémentaire bien que nous ayons suivi une préparation militaire en bonne et due forme. Je suis donc 2^e classe honoraire.

Avant d'entamer vos études à l'Institut national agronomique de Paris en 1943, votre famille n'a-t-elle pas eu la tentation de vous envoyer dans la Creuse pour y avoir de meilleures conditions de vie ?

Oui, à un certain moment. Mon père, fonctionnaire de police, était évidemment bloqué à Paris. Au moment de l'exode, il a demandé à maman de partir en Creuse avec son fils. Il fallait sauver l'essentiel ! Nous avons effectivement quitté Paris l'avant-veille de l'arrivée des Allemands, probablement par le dernier train ! C'était la grande débâcle ! Naturellement la Creuse était le refuge. J'y ai vu arriver des gens partis à pied de Paris, épuisés par quinze jours de voyage. En particulier des amis, voisins du village, sont arrivés transportant leur grand-mère dans une voiture à bras. C'était incroyable de courage ! Ils fuyaient mais ils emmenaient la grand-mère malgré les dangers ! Même Bourgneuf, pourtant bourg un peu ignoré du centre de la France mais carrefour de voies importantes, a été bombardé par des avions italiens : deux morts. Mon père tenait absolument à ce que je continue mes études au lycée de Bourgneuf. Il y avait effectivement une préparation au bac (j'étais en terminale à l'époque). Il m'a dit : « Tu vas rester là-bas. ». J'ai obéi. Mon père envisageait le pire. Il avait fait toute

la guerre de 1914-1918, avait connu certaines conséquences dramatiques de ce genre de conflit et craignait qu'elles ne se renouvelent à Paris. J'ai donc entamé ma terminale à Bourgneuf pendant un mois et demi. Heureusement grâce à des cartes postales interzones (avec des textes pré-écrits à rayer ou non et deux lignes d'écriture libres), des copains restés à Paris m'ont appris que tous les établissements recommençaient à fonctionner en apparence normalement. J'ai alors réussi à convaincre mon père que je pouvais rejoindre la capitale et il a pu obtenir le fameux *Ausweis* nécessaire pour franchir la ligne de démarcation. J'ai ainsi pu reprendre mes études à Arago, mais avec un certain retard. Mes bulletins de notes de cette période étaient médiocres et il a fallu rattraper. Finalement j'ai eu le bac et j'ai pu commencer la préparation de l'Agro en 1941.

Comment avez-vous obtenu votre premier poste en 1946-1947 : ingénieur stagiaire des Services scientifiques et techniques de l'agriculture de la France d'outre-mer ?

La voie quasi obligatoire était l'Esact (« Nogent », devenu le Cnearc, puis l'IRC actuel). Sous réserve de souscrire un engagement à servir dix ans outre-mer, il était possible, dès l'entrée à Nogent, de recevoir une bourse, donc un salaire que j'ai accepté, ne tenant pas à rester plus longtemps à la charge entière de mes parents. C'est peut-être chose courante actuellement mais pas l'habitude à l'époque. J'ai donc été dès le mois d'octobre 1945 rémunéré par le ministère de la France d'outre-mer (en fait le ministère des Colonies jusqu'en 1946). Ce qui fait qu'à ma cessation officielle d'activités au Cirad en 1990, je totalisais 45 années de travail consacrées à l'agriculture tropicale.

À la sortie de Nogent, nous avions le choix entre quatre grandes zones d'affectation : l'AOF, l'AEF, Madagascar et l'Indochine. Mais comme l'Indochine connaissait déjà des troubles sérieux à la suite de l'occupation japonaise et de mouvements d'émancipation déjà très actifs, cette affectation n'était pratiquement plus guère envisageable malgré son grand intérêt professionnel. Je crois que la promotion précédente n'y avait envoyé

que deux ou trois jeunes ingénieurs agronomes dont mon ami Gérard Van Poorten (futur directeur général adjoint de l'Irat). De ma promotion agro, Michel Ollagnier (futur Irho) était bien parti au Cambodge, mais pour les plantations privées des Terres rouges (palmier à huile et hévéa). Le choix administratif se limitait donc pour moi à l'AOF, l'AEF - équatoriale française, capitale Brazzaville, regroupant les territoires du Tchad, de l'Oubangui-Chari (actuelle République centrafricaine), du Gabon et du Moyen Congo (actuelle République populaire du Congo-Brazza) - ou Madagascar.

J'ai donc choisi l'AOF ; le pourquoi reste sans réponse. Le départ pour l'outre-mer n'a cependant pas été immédiat à la sortie de Nogent en juin 1946, et ce pour des raisons très pratiques. Les transports intercontinentaux se faisaient essentiellement par bateau, il y avait encore très peu de lignes aériennes régulières. Or il y avait urgence à relever les très nombreux fonctionnaires, qui avaient passé outre-mer les six années de guerre, parfois coupés de leur famille (les communications entre la métropole et ses colonies étaient pratiquement interrompues). Tous les bateaux disponibles étaient naturellement affrétés pour assurer ce retour, mais en même temps acheminer les remplaçants. Les départs se faisaient donc en fonction des capacités d'accueil des navires, quelques centaines, voire au mieux quelques milliers de passagers.

Dans l'attente du grand départ, j'ai été affecté au Jardin colonial de Nogent-sur-Marne (en fait à la Stac - Section technique d'agriculture coloniale-, qui deviendra la Stat, de juin 1946 à novembre 1947). J'y ai connu beaucoup d'anciens qui rentraient de leurs longs séjours. Tous ces « coloniaux » (on les appelait encore ainsi) venaient y rendre compte de ce qu'ils avaient vécu dans leurs affectations respectives.

J'ai effectivement rencontré et connu beaucoup de ceux qui allaient être mes patrons, mes collègues, par exemple Robert Sagot, Maurice Rossin, Roland Portères, François Bouffil. Leurs informations, leurs conversations m'ont ainsi conforté dans l'idée que je pouvais être utile aux agriculteurs de ces pays. Maurice Guillaume, alors directeur général de l'agriculture, de l'élevage et des forêts au ministère de la France

d'outre-mer, m'avait même assigné le rôle de rassembler tous les rapports des services de l'agriculture provenant des territoires d'outre-mer dans un bureau de l'agriculture nouvellement créé et dont il m'avait confié la direction.

J'ai ainsi reçu beaucoup de rapports et j'ai beaucoup appris. Je me suis aussi rendu compte que certains passages de rapports annuels se retrouvaient intégralement reproduits dans le rapport de l'année suivante ! Pendant ce séjour à Nogent, j'ai aussi connu bien des agents qui ont poursuivi leur carrière métropolitaine à l'Irat, qui vous sont aussi familiers Marie-Gabrielle, et que j'ai retrouvés trente ans plus tard à Montpellier : notre bibliothécaire Jacotte (Jacqueline Rolland), les sympathiques époux Janine et Gilbert Coquard.

À ce moment-là, vous étiez un peu documentaliste ?

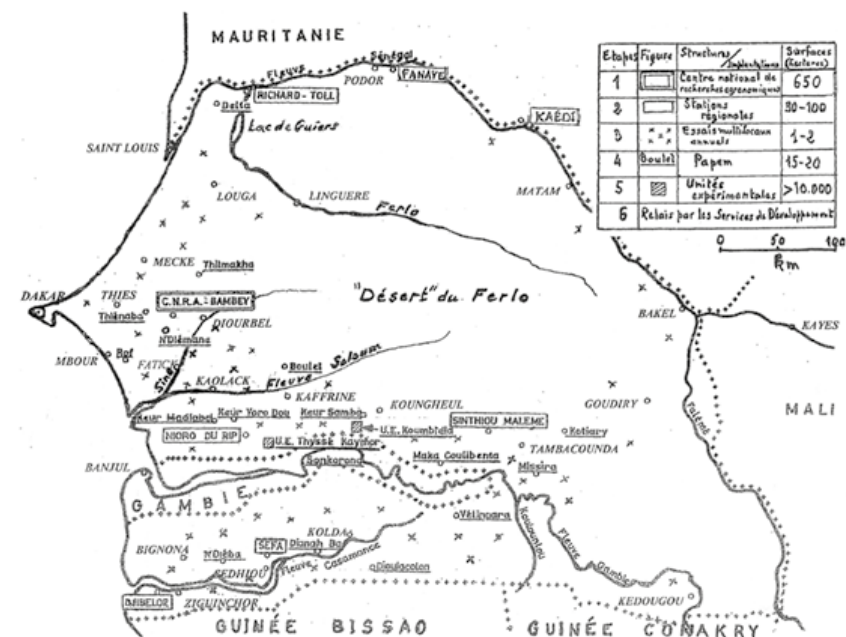
Effectivement et ceci a été très enrichissant pour moi. Je rassemblais donc et exploitais des rapports mais, en outre, sous la direction de René Coste qui administrait alors la Stat, je participais même à l'édition de la fameuse revue *L'Agronomie tropicale*. J'ai même corrigé, voire rédigé des articles sur des sujets dont j'ignorais presque tout. R. Coste a terminé sa carrière comme directeur général de l'Institut français du café et du cacao (IFCC), qu'il avait créé en 1957. Il n'a

jamais accepté que l'IFCC devienne en 1982 l'IRCC (Institut de recherches du café, du cacao et autres plantes stimulantes). La dernière fois que nous lui avons rendu visite, Christiane et moi à Vincennes, en 1992, il était depuis longtemps à la retraite, mais toujours ancien patron de l'IFCC.

Cette création de l'IFCC en 1957 se situait encore dans la période de fondation de la plupart des instituts français de recherche agronomique tropicaux. L'IFCC était d'ailleurs l'avant-dernier avant l'Irat (1960).

Revenons aux années 1945-1947, et en particulier à l'enseignement de l'Esaat. Cette formation vous a-t-elle bien préparé à votre carrière outre-mer ?

L'enseignement de l'Esaat était globalement satisfaisant dans ses dimensions disciplinaires et analytiques. Nos professeurs étaient distingués, très compétents, mais ils traitaient essentiellement de leur domaine : cacaoyer, arachide, canne à sucre, palmier à huile, élevage, grands types de forêt. Nous étions très avertis de la taille du caféier, des variétés de cotonnier, de la culture du sisal, de l'élevage du mouton à poils, des plantations de kapokier, mais à peu près ignorants des exploitations dans lesquelles s'intégraient ces plantes et ces animaux et *a fortiori* des hommes et femmes qui les



La longue marche du chercheur vers le paysan : le schéma opérationnel testé au Sénégal.

Mon premier bureau de chef du Service des cultures de la station expérimentale de l'arachide de Bambey en 1949 (j'ai 25 ans!).



géraient, les paysans (agriculteurs, éleveurs, forestiers) et de leurs communautés. On s'intéressait à l'objet d'étude mais pas forcément au contexte.

Les conditions de vie étaient très peu évoquées. Au risque de choquer, je savais que les Africains des tropiques étaient généralement noirs. Je savais aussi que c'était des gens dans le besoin, à la vie simple mais nous n'avions aucune formation sur leurs histoires, leurs cultures, leurs mœurs et habitudes sociales. Et aucun membre de ma famille n'avait eu de passé colonial lui ayant permis de m'éclairer sur ces questions pourtant essentielles. À mon arrivée en Afrique, j'avais à découvrir mes propres conditions de vie. Tout était alors à imaginer, à inventer. Les conditions de la vie familiale n'étaient guère prises en compte.

S'agissant de la vie rurale, nos anciens, agronomes, n'avaient souvent guère le temps de l'étudier fondamentalement, et surtout de faire part de leurs multiples expériences par des exposés ou des textes écrits. Une des grandes qualités de Roland Portères, ingénieur des Services de l'agriculture, mais en même temps véritable savant, était d'avoir partagé la vie des gens de la terre et des campagnes et avoir su en parler et l'écrire. C'était passionnant d'entendre ce grand monsieur. J'ai eu cette chance dès 1946.

Dans l'enseignement que nous recevions, la connaissance des paysanneries n'était pas la priorité. Il fallait savoir cultiver mais finalement les questions pour qui et pour quoi restaient sans réponse.

L'école proposait-elle un cours de sociologie ?

Non. Peut-être que le cours le plus proche de ces préoccupations, était un cours de santé professé par un ancien médecin colonial, le général Girard. Paludisme, maladie du sommeil, hépatite (la bilieuse de triste mémoire), étaient évoqués mais également les conditions sanitaires et de vie des populations qui en étaient affectées. Pour nous rassurer sur la qualité des contrôles effectués par les organismes de santé, il nous racontait aussi sa surprise lorsque dans un grand restaurant de Tananarive on lui avait servi un magnifique *beefsteak* de zébu orné d'un splendide ténia.

J'avais donc choisi l'AOF. Je dois cependant préciser qu'un autre choix m'avait été proposé. Dans la formation « Nogent », l'alternative était la version production (vulgarisation), ou la version recherche. La première s'effectuait presque entièrement dans le cadre de l'Esaat (à l'époque installée à Paris dans un appartement de la rue du Général-Foy, près de la gare

Saint-Lazare). La version recherche était confiée à l'ORSC (Office de la recherche scientifique coloniale), devenu Orsom en 1949, puis Orstom en 1953. L'ORSC formait des chercheurs pour son propre compte, mais aussi pour le compte des instituts spécialisés et des services scientifiques et techniques de la France d'outre-mer. L'Esaat et l'ORSC bénéficiaient de l'enseignement d'excellents professeurs, tels Georges Aubert, Georges Noachovitch, Maurice Rossin, Roland Portères.

J'avais choisi la version production. Je ne m'imaginai pas en chercheur, en blouse blanche.

Quand êtes-vous parti en Afrique ? Quelles étaient les conditions et quelles ont été vos premières impressions à votre arrivée ?

Le 23 décembre 1947, nous avons embarqué avec mon épouse sur le magnifique paquebot Le Pasteur. Le départ primitivement prévu à Marseille, s'est en fait effectué de Cherbourg pour fait de grève.

Le voyage pour Dakar n'a pris que quatre jours et demi (au lieu des sept à dix habituels), bien que le paquebot ait longé les côtes de Mauritanie et du Sénégal et ralenti son allure pour arriver à Dakar en matinée, pas trop tôt pour éviter de réveiller les officiels chargés de nous accueillir. Le Pasteur, conçu à l'origine pour faire la ligne d'Amérique du Sud, était un bateau très rapide : il filait 28 nœuds. Le seul point noir, c'est que pour les besoins de la cause, il avait été transformé en transport de troupes. Ce qui m'a permis de faire le voyage couché en hamac et mon épouse en cabine de dix.

En choisissant la production AOF, je ne savais pas que je partais pour le Sénégal. Je savais qu'il y avait une station de recherche à Bambey parce que j'avais connu François Bouffil, son directeur, en congé de longue durée à Nogent. Mais ce dont j'étais sûr c'est que je partais en AOF pour faire de la production ! À l'époque, nous partions pour trois ans, durée ramenée pendant mon premier séjour à deux ans. En réalité ce premier séjour a été de deux ans et demi.

J'étais en possession d'un carnet (type livret militaire) portant première

affectation officielle en AOF, la décision quant à la destination finale ne devant intervenir qu'à Dakar.

À quai, dans ce grand port inconnu, sont montés à bord et installés dans le salon d'honneur du Pasteur, les représentants de tous les services administratifs : agriculture, élevage, forêts, travaux publics, santé... Je me suis naturellement approché du bureau du Service de l'agriculture où siégeait l'inspecteur général Robert Sagot, un grand homme dans tous les sens du mot : physiquement une armoire à glace, deux mètres de haut et un mètre de large, et professionnellement un champion de l'agriculture paysanne. À ma grande surprise et mon évident désarroi, ce grand patron de l'agriculture de toute la fédération AOF m'a annoncé tranquillement mon affectation à la station expérimentale de Bambey, au Sénégal. À ma remarque bredouillée, selon laquelle j'avais opté pour la production et non pour la recherche, sa réponse imparable, définitive a été que Bambey était le seul endroit pouvant accueillir un couple marié. Ainsi est née ma vocation de chercheur !

Affecté à Bambey, une difficulté supplémentaire s'est cependant présentée : la grande grève des chemins de fer sénégalais (qui a duré environ cinq mois), succédant ainsi à la grève du port de Marseille. Débarqués à Dakar le 27 décembre, il nous a fallu attendre le 2 janvier pour qu'une micheline (autorail), pilotée par des *toubabs*, nous dépose enfin sur le quai de la gare de Bambey, où nous attendait mon grand ami Serge Bouyer, alors directeur intérimaire de la station.

Vous étiez affecté dans le secteur recherche de l'Afrique occidentale française (AOF). Quel était votre regard sur les activités de recherche agronomique métropolitaine ou tropicale ? L'Inra existait à peine car créé en 1946. Quelle idée aviez-vous du travail de chercheur ou de la recherche en général ? Lors de vos études à l'Agro ou lors de votre expérience à l'Esat, aviez-vous déjà visité des laboratoires de recherche ?

Oui, bien-sûr, à l'Agro déjà puis à l'Esat grâce aux nombreux travaux pratiques. La Stat de Nogent-Vincennes rassemblait

une importante panoplie de laboratoires : chimie, technologie, entomologie, phytopathologie, génétique, étude des bois tropicaux..., qui fonctionnaient bien, animés par des gens de haute compétence. La fausse note pour moi restait cependant la prédominance de la blouse blanche. En fait toutes mes études supérieures s'étaient effectuées hors terrain, à l'exception d'un passionnant stage en fin de première année de l'Agro dans une très intéressante exploitation de Seine-et-Marne. Et j'avais envie de prendre l'air. Les voyages d'étude pendant l'occupation étaient pratiquement impossibles, comme dans l'immédiate après-guerre. Par exemple ma promotion de l'Agro n'a bénéficié que d'un seul de ces voyages : visite des vignobles et caves des champagnes Moët et Chandon à Epernay, sous la conduite d'un professeur de viticulture déchainé. C'était tout à fait sympathique et bien arrosé !

Ces terrains d'essais étaient pour moi les compléments indispensables des travaux de laboratoire que je schématise par la blouse blanche. Incontestablement ces laboratoires, leurs chercheurs, leurs savants ont des messages à transmettre, mais pour moi et pour tous leurs destinataires ils doivent être interprétés. En remontant dans mon adolescence en pays creusois, je me souvenais de visites d'ingénieurs et de professeurs d'agriculture qui venaient doctement expliquer aux paysans ce qu'il fallait faire avec la chaux, avec l'azote, avec les variétés... discours qui m'apparaissaient plutôt comme des sermons sur la montagne ! On n'allait pas sur le terrain ou très peu, on distribuait des prospectus, des fiches d'emploi... Je souhaitais, dans ma carrière à venir, dépasser ce rapport trop académique de l'enseignant à l'enseigné et vraiment participer à la vie rurale. C'était la raison de mon choix : la production plutôt que la recherche. Je n'avais bien sûr rien contre l'indispensable recherche et entretenais d'excellentes relations avec mes camarades de promotion qui avaient choisi la pédologie, la génétique, l'entomologie... Mais ce n'était pas mon affaire.

On comprend que mon affectation à Bambey ait été pour moi fort déroutante. Mais je me suis vengé toute ma vie en amenant progressivement la recherche vers le champ du paysan. Ce fut une longue marche (cf. carte page 43).

Votre objectif était-il déjà de piloter une démarche pluridisciplinaire.

Pour moi, il y avait trois objectifs essentiels : d'abord, rapprocher le chercheur de son utilisateur final, le paysan ; ensuite, tenter avec ce dernier d'intégrer au niveau de son exploitation l'ensemble des propositions, disciplinaires ou sectorielles, de la recherche ; enfin, faire que les objectifs de la recherche prennent de plus en plus leur source au plus près des problèmes du monde rural.

S'agissant du premier objectif, en pays en développement, un intermédiaire s'avère obligatoire : le vulgarisateur. En métropole, entre l'Inra et les professionnels la démarche est généralement différente : les chercheurs sont en relation directe avec des exploitants, souvent de même formation qu'eux. Le dialogue est facile.

Alors que dans les pays dans lesquels j'ai travaillé, en Afrique et même en Amérique latine, la professionnalisation du monde rural est malheureusement encore insuffisante, si bien qu'un relais, un maillon supplémentaire s'est avéré indispensable : la production, la vulgarisation. Or à chaque fois que l'on ajoute un maillon, on ajoute un obstacle. Le chercheur délivre un message au vulgarisateur qui l'interprète, qui choisit et qui transmet les seuls thèmes qu'il a retenus au paysan. Ce schéma, que j'ai appelé linéaire, coupe souvent complètement le chercheur de la réalité. Il fallait donc amener le chercheur à tenter et aimer le dialogue avec le paysan.

S'agissant du deuxième objectif, en fait de la pluridisciplinarité, il est fondamental de se souvenir que le paysan n'a pas à résoudre seulement un problème de fertilisation, seulement un problème de variétés, seulement un problème de techniques, seulement un problème d'élevage, mais tous ces problèmes globalement et simultanément. Chaque jour, chaque matin il doit décider de ce qu'il va faire : labourer ? Quel champ semer ? Sur quel pâturage conduire son troupeau ? La pluridisciplinarité, la polyvalence sont son lot quotidien. Aussi pourquoi ne pas amener le chercheur chez le paysan pour l'aider à résoudre ses multiples difficultés et c'est mon troisième objectif, identifier avec lui de nouveaux problèmes ? Grâce à Demeter ou Ceres tout cela s'est finalement accompli. Bien entendu je n'en ai pas le seul mérite qui revient aussi

aux jeunes équipes très dynamiques qui ont bien voulu m'accompagner sur un terrain souvent encore vierge. Il nous a fallu cependant une bonne vingtaine d'années pour franchir le *no man's land* institutionnel qui séparait la recherche de ses terrains d'application.

Cette démarche pluridisciplinaire, intégrant à la fois science et vulgarisation, était-elle votre grande motivation ?

Exactement. C'est en fait ce que l'on appelle maintenant la recherche-développement ou la recherche-action, quelque chose de bien banal aujourd'hui. Mais comment n'avait-on pas pu y penser plus tôt !

Or, avant 1950 la relation directe entre chercheurs et paysans était jugée incongrue, au nom de la spécialisation des tâches. Je pourrais même citer des extraits de décisions comminatoires limitant les activités des chercheurs à leurs seules stations, au demeurant qualifiées ironiquement de « tours d'ivoire ».

Comment avez-vous pu faire accepter la relation chercheur/paysan ?

Face à de tels interdits, il a fallu progresser pas à pas : d'abord l'essai multilocal que le chercheur va implanter chez le paysan, avec l'accord de l'agent d'agriculture chargé de la vulgarisation. À ces essais multilocaux, annuels, ont succédé les points d'appui permanents de pré-vulgarisation et d'expérimentation multilocale (les fameux Papem, encore en mémoire des responsables de l'agriculture d'aujourd'hui), toujours conduits en étroite coordination avec les services de l'agriculture. Ce long processus nous a amenés, à la fin des années soixante, à entreprendre des actions de dimensions beaucoup plus importantes (plusieurs villages, des milliers d'hectares) appelées « unités expérimentales ». Il s'agissait de véritables laboratoires associant paysans, vulgarisateurs (des services techniques et des sociétés de développement), chercheurs installés carrément dans le milieu rural et devant ainsi faire face à tous les problèmes qui pouvaient se poser, non plus à un seul paysan, mais à des collectivités rurales dont les systèmes agraires,

dans leur intégralité, pouvaient se trouver remis en cause.

Quelles étaient les cultures concernées par ces essais ?

Les cultures variaient selon les régions agroécologiques des pays dans lesquels nous intervenions. Jusqu'aux indépendances la vocation du Centre de recherche agronomique (CRA) de Bambey s'étendait à l'ensemble de la zone sahélo-soudanienne de l'Afrique occidentale, en fait de la Mauritanie-Sénégal jusqu'au Niger-Lac Tchad.

Au Sénégal, que j'ai intimement fréquenté, il s'agissait de l'arachide, du cotonnier, du mil pénicillaire, du sorgho, du riz, de la canne à sucre, du niébé (haricot), du manioc... En fait, si les deux cultures principales du Sénégal sont bien l'arachide et le mil-sorgho, l'éventail des productions possibles est finalement très ouvert du fait d'une assez grande variabilité agroécologique : la pluviométrie varie de 250 à 1 500 mm du nord au sud, et les sols de légers et très sableux à l'ouest deviennent beaucoup plus lourds et argileux à l'est. À ces possibilités de diversification s'ajoute le considérable potentiel d'irrigation des fleuves, principalement le Sénégal.

Pourriez-vous nous parler du CRA de Bambey et de la culture de l'arachide en Afrique ?

À l'origine, Bambey avait été créé avec une destination précise : accompagner l'expansion de l'arachide.

Un peu d'histoire : l'arachide est une plante sud-américaine. Au Sénégal, beaucoup pensent, Sénégalais compris, que l'arachide est apparue vers 1850. En fait, elle a été introduite dès le XVII^e siècle sur les côtes occidentales d'Afrique, à l'occasion de l'infâme trafic négrier, le commerce triangulaire de sinistre mémoire. Ainsi nouvellement cultivée sur les terres africaines, elle pouvait servir de vivres pour les esclaves déportés par bateau vers les Amériques.

En fait, les cultivateurs sénégalais, guinéens, maliens... avaient très rapidement incorporé l'arachide dans leurs systèmes de culture pour leurs usages domestiques, découvrant sans aucun doute l'intérêt de l'huile d'arachide bien avant les industriels européens.

Et il a fallu que quelques négociants français établis au Sénégal (et quelques confrères britanniques établis en Gambie) se posent vers 1850 la question : l'arachide ne serait-elle pas un oléagineux intéressant pour les huileries européennes ? Et quelques sacs furent alors envoyés, pour essais, à Marseille, à Bordeaux, à Rouen. Ainsi les industriels du monde occidental ont découvert une graine dont la teneur en huile pouvait avoisiner 50 %, chiffre tout à fait rare. L'arachide, collectée par les commerces locaux, a alors connu un démarrage spectaculaire entièrement basé sur la production familiale des cultivateurs africains. Les exportations des quelques sacs des années 1850 ont atteint les 100 000 tonnes dès 1900. Au Sénégal la commercialisation dépassera le million de tonnes vers 1970.

La décision de la France a été d'étendre cette culture, particulièrement dans l'actuel bassin arachidier du Sénégal, ainsi largement dédié à la production d'arachide pour la métropole. Les huiliers marseillais et bordelais se frottaient les mains, recevant une matière première de faible coût. Ainsi au tournant entre le XIX^e et le XX^e siècles la transformation des arachides de l'Ouest africain s'effectuait presque entièrement en Europe, à l'exception de quelques huileries locales qui se sont progressivement installées au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, au Niger... Cependant, face à de fortes concurrences internationales (notamment de l'Inde) de plus en plus menaçantes, l'administration et le négoce français ont dû envisager de sérieuses mesures pour les endiguer.

Alors pourquoi pas une station de recherche chargée d'étudier des techniques propres à développer la culture arachidière ? Et en 1898, quelques jeunes ingénieurs et techniciens ont été recrutés dans des écoles d'agriculture, nationales et régionales françaises. L'un d'eux, Joseph Perfetti, technicien corse de 23 ans (diplômé de l'École d'agriculture de Nolhac en Haute-Loire) fut chargé de trouver un lieu d'implantation, non pas d'une station mais d'une ferme-école pour apprendre aux paysans sénégalais à cultiver l'arachide !

Pourquoi Joseph Perfetti, affecté à Thiès (ville à 70 kilomètres de Dakar à l'intérieur des terres), a-t-il choisi Bambey,

trou perdu relié à Thiès par une mauvaise piste et que le chemin de fer n'atteindra qu'en 1908 ? Mes recherches sur ce point n'ont pas abouti. Le résultat très concret est que dès 1898 une ferme-école était visitée par le gouverneur général de l'AOF à Bambey. Malheureusement le destin de J. Perfetti s'est arrêté là : il est décédé de la fièvre jaune en 1900 à Tivaouane. Et la ferme-école, après avoir fonctionné quelques années sur sa lancée a été mise en sommeil.

Cependant vers 1910, époque où la création de stations était à la mode, le gouvernement général de l'AOF décide de relancer l'appui au développement de l'arachide et fait appel à un éminent chercheur, Auguste Chevalier, grand professeur du Muséum national d'histoire naturelle de Paris. Et en 1913 est créée une véritable station expérimentale à Bambey, pratiquement sur l'emplacement même de la fameuse ferme-école. Après un certain ralentissement des activités, lié à la guerre de 1914-1918, l'affaire est relancée et la station, confirmée en 1921, devient en 1924 station expérimentale de l'arachide (SEA), sous tutelle du gouvernement général de l'AOF.

À partir de cette date un travail considérable a été effectué par des chercheurs et ingénieurs. J'ai particulièrement bien connu, à mon arrivée en 1947, François Bouffil, qui avait rejoint la SEA en 1928 dont il était toujours le directeur. Il l'a quittée en 1961 après 33 ans de séjour.

En 1938, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement général de l'AOF a reconnu que globalement les conditions agroécologiques du Sénégal, de Bambey en particulier, se retrouvaient dans l'ensemble de la zone sahélo-soudanienne de la fédération : au Soudan français (actuel Mali), en Haute-Volta (actuel Burkina Faso), au Niger et dans les régions septentrionales de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Dahomey (actuel Bénin). La décision fut alors prise de créer le Secteur soudanais de recherche agronomique (SSRA), avec siège à Bambey et vocation pour toute cette zone sahélo-soudanienne. En pendant pour le sud guinéo-forestier a été créé simultanément le Secteur côtier de recherche agronomique (SCRA), à Bingerville en Côte d'Ivoire (du nom de M. Binger, célèbre explorateur).



Ces deux secteurs ont fonctionné bon an mal an pendant la Seconde Guerre mondiale et retrouvé leur véritable élan avec la fin du conflit et l'arrivée de la relève.

Puis en 1950, une grande décision a été prise de changer le nom de ces secteurs, mais surtout d'élargir leurs compétences. Les secteurs sont devenus centres de recherche agronomique avec vocation géographique globalement inchangée. En revanche, à l'orientation disciplinaire classique existante (approche agrologique des terres, amélioration des plantes, protection des cultures) était ajoutée une forte dimension agronomique capable d'agrèger les acquis des disciplines précédentes et d'engager le dialogue avec la vulgarisation et pourquoi pas, pour certains avec les paysannats.

Au sein du SSRA, ainsi devenu CRA de Bambey, deux divisions ont alors été créées : l'une appelée « des laboratoires », regroupant les disciplines existantes, successivement dirigée par Serge Bouyer, puis par Louis Sauger ; l'autre, nouvelle « l'agronomie » pour laquelle il fallait un responsable. Ma chance a voulu que dès 1949, j'étais en charge du service des cultures de la station de Bambey (donc de la gestion du domaine) et j'avais amorcé cette orientation agronomique souhaitée. Les chefs m'ont dit : « Puisque tu veux absolument faire de la technique, de la relation avec la vulgarisation, les paysans, on te donne l'agronomie ». J'en ai donc pris la direction en

1950 au retour de mon premier congé et d'une mission de trois mois aux États-Unis. Cette mission décidée par Maurice Guillaume, alors directeur général de l'agriculture de l'élevage et des forêts, avait pour objet principal d'apprendre à cultiver l'arachide mécaniquement et plus globalement de connaître l'état d'avancement de cette culture dans l'ensemble du *peanut belt* américain. En fait ma nomination à la tête de l'agronomie est intervenue pendant congé et mission, peut-être que si j'avais été présent elle n'aurait pas été retenue.

Quel pouvait être l'enjeu de cette culture de l'arachide dans le contexte économique de l'après-guerre ? À la sortie de la guerre, le déficit de la France en matières grasses était évalué à 300 000 tonnes, et d'après les experts du premier plan français, seule l'arachide était capable de le combler rapidement, sous réserve qu'elle soit cultivée en grande mécanisation et de préférence au Sénégal. Leçons devaient donc être prises aux États-Unis, seul pays au monde maîtrisant alors ce niveau d'équipement : d'où la mission au demeurant financée par le plan Marshall. Je précise que pour combler le déficit en matières grasses de la France d'après-guerre, deux possibilités tropicales s'offraient au planificateur : le palmier à huile et l'arachide. Le palmier, espèce pérenne, impliquait un différé de plusieurs années d'où le choix de l'arachide, culture annuelle dont le rendement bien

moindre pouvait cependant atteindre la tonne de matière grasse à l'hectare dès la première année. Ainsi se justifiait cette mission aux États-Unis que j'ai accomplie avec un ancien de haute compétence, Charles Gaury, grand maître es-machinisme agricole tropical. Restait cependant à trouver les 300 000 hectares à cultiver en arachide de façon moderne donc motorisée.

Charles Gaury était ingénieur agronome, ingénieur du Génie rural et avait fait carrière en Indochine, puis au Cameroun comme chef du Service de l'agriculture et ingénieur général. Le Cemagref, organisme métropolitain, n'existait pas encore. En fait le ministère de la France d'outre-mer possédait ses propres établissements voués à l'étude des problèmes de machinisme agricole : d'abord le Comité du machinisme agricole d'outre-mer (CMAOM) créé en 1953 et dirigé par Georges Labrousse, ensuite le Centre d'études et d'expérimentation du machinisme tropical (Ceemat), dont Charles Gaury prendra la direction en 1962. Le Ceemat aura d'ailleurs son siège de 1962 à 1986 à Antony, près de la direction du Cneema (Centre national d'étude et d'expérimentation du machinisme agricole), futur Cemagref ¹ (en 1982). Le transfert du Ceemat à Montpellier ne sera effectif qu'à partir de 1986.

Comment s'est déroulée votre mission aux États-Unis ?

Elle s'est étalée de septembre à décembre 1950, trois mois pendant lesquels nous avons partagé la même chambre avec Charles Gaury. L'objet premier était donc bien de définir les matériels mécanisés, motorisés destinés à mettre en valeur ces fameux 300 000 hectares de culture arachidière prévus au Sénégal.

Notre périple américain a été fabuleux. Nous avons dans un premier temps parcouru toute la zone arachidière du sud des États-Unis (*the peanut belt*) : Texas, Alabama, Géorgie, Caroline du sud et du nord, Virginie. Dans un deuxième temps, nous avons pu visiter quelques-unes des grandes firmes spécialisées dans la construction de matériels agricoles du Wisconsin, de l'Illinois et de l'Indiana, près des Grands Lacs : International, John Deere, Case, Allis-Chalmers, Caterpillar... C'était l'hiver :

notre train de Washington à Chicago a été bloqué par une tempête de neige, nous en sommes sortis après quelques fraîches heures d'attente. Et à l'arrivée, la température au coin des grandes avenues de Chicago avoisinait les -15 degrés centigrades.

À mon retour au Sénégal, où il faisait plus chaud, j'avais donc appris à cultiver l'arachide, mais en fait pas du tout façon « petit paysan » mais plutôt à la manière d'exploitants à moyennes et grandes surfaces. Ce qui semblait cohérent avec le démarrage de grandes entreprises de culture de l'arachide notamment au Sénégal (Bloc expérimental de l'arachide de Boulel-Kaffrine, Compagnie générale des oléagineux tropicaux, CGOT en Casamance) mais aussi au Congo Brazzaville (dans la vallée du Niari), dès 1948-1949. Les Britanniques nous avaient d'ailleurs précédés, démarrant dès 1947 un énorme projet (scheme) au Tanganyika (actuelle Tanzanie) et au Kenya qui devait couvrir 1 500 000 hectares.

Tous ces projets ont finalement capoté pour deux raisons majeures : d'une part, le matériel américain, excellent aux États-Unis, n'était pas directement transposable dans les conditions africaines ; d'autre part, aucun de ces projets (à l'exception du BEA de Boulel-Kaffrine) n'impliquait la participation, autre que salariée, des paysans africains. Ils n'étaient donc pas, à mon sens, reproductibles : l'agriculture est en effet pour moi une affaire essentiellement familiale. Les fameux « éléphants blancs » que l'on s'efforçait ainsi d'édifier se sont d'ailleurs rapidement désintégrés et les 300 000 hectares imaginés, brutalement réduits à moins de 10 000.

Les modes de culture de l'arachide étaient-ils différents en Afrique ?

Oui, encore très largement manuels. Aussi notre effort principal, plus particulièrement de Bambey, a été de mécaniser l'agriculture africaine par le biais de la traction animale (équine, asine, bovine) *a priori* plus à la portée des paysans. Sans doute le tracteur s'imposera mais à des agriculteurs déjà familiers de la machine. J'ai bien connu cette évolution dans ma Creuse natale et dans la Lozère de Christiane !

Je restais dans la référence de la petite exploitation, pour moi familière, mais dans un concept évolutif. En Creuse, j'avais vu arriver des machines, bien évidemment après la charrue présente depuis des siècles. En traction animale (paire de vaches), j'ai vu cette charrue progressivement remplacée par la charrue Brabant dans plusieurs exploitations. En même temps est apparue la faucheuse mécanique, toujours tractée par des vaches, remplaçant la faux pour les prairies et les champs de seigle. La première machine motorisée introduite en Creuse a été la batteuse, entraînée d'abord par la locomobile à vapeur, puis par le tracteur. Se sont ensuite imposées la moissonneuse-javeluse, puis la moissonneuse-batteuse... au fur et à mesure des besoins et de la formation des agriculteurs.

La machine se désire, s'impose mais ne se décrète pas ! Et il devait en être ainsi en Afrique.

À propos de votre mission aux États-Unis, étiez-vous parti avec votre famille ?

Non, la mission ne comprenait que Charles Gaury et moi-même. À deux, elle a été d'autant plus enrichissante : nous y avons énormément appris.

S'agissant de ma famille, je n'ai pas eu d'enfants avec ma première épouse décédée en 1987. La vie s'est cependant chargée de corriger cette absence puisque Christiane, lors de notre mariage, m'a apporté un beau-fils et deux belles-filles et six petits-enfants. Les choses se sont ensuite gâtées puisque nous en sommes aujourd'hui à onze petits-enfants quatre arrière-petits-enfants. J'ai la faiblesse de penser que pour tout ce monde, j'ai été un papy acceptable et accepté.

Au retour de votre mission aux États-Unis a commencé pour vous cette riche période de la division d'agronomie du CRA Bambey qui s'est étendue jusqu'en 1960.

Pendant toute cette période le CRA Bambey et ses deux divisions (Laboratoires et Agronomie), d'abord dirigé par Robert Jeannin puis par François Bouffil, relevait des Services scientifiques et techniques de l'agriculture de la France

d'outre-mer et de leur Inspection générale de l'agriculture de Dakar dirigée par Robert Sagot.

S'agissant des considérables domaines de recherche liés à la grande complexité des agricultures de ces régions, je rappelle que s'étaient créés des instituts spécialisés par grandes familles de production : l'Institut de recherche des huiles et oléagineux (Irho), l'Institut de recherche des cotons et textile (l'IRCT), l'Institut des fruits et agrumes coloniaux (Ifac), l'Institut français du café et du cacao (IFCC)... Force était cependant de constater que ces instituts s'adressaient à des cultures aux productions commercialisables, « les cultures de rente ». Il revenait donc aux Services de l'agriculture de prendre en charge les cultures vivrières, qui apparemment n'intéressaient personne. Et, beaucoup plus largement, il incombait à ces services de traiter les problèmes d'agronomie générale et ceux concernant la gestion des milieux et l'intégration des activités (végétales et animales) au sein des exploitations agricoles et des communautés rurales. C'est à ce dernier volet que s'est principalement attachée la nouvelle division d'agronomie que l'on m'avait confiée et au sein de laquelle j'ai bénéficié de la compétence et du dynamisme d'une exceptionnelle équipe de jeunes agronomes enthousiastes, Philippe Gaudefroy-Demombynes, Jean Fauché, Robert Marchand, Jean Ginouvès, Roger Klein, François Plessard.

Dans les mêmes temps s'annonçaient les indépendances des États africains.

Il est effectivement important de rappeler cette période historique de l'approche des indépendances et des changements, voire bouleversements qu'elles ont entraînés au niveau des institutions.

En fait, cette approche des indépendances a été très rapide à partir de la loi-cadre du 23 juin 1956 (dite Defferre) : autonomie interne en 1958 qui a vu s'instituer des conseils de gouvernement dont le vice-président et les ministres étaient des Nationaux ; référendum du 28 septembre 1958 approuvant la création de l'éphémère Communauté franco-africaine et de ses États-membres (hors la Guinée Conakry) ; d'avril à août 1960 pleine indépendance de tous ces États (le 4 avril pour le Sénégal).

La traction animale, sans doute, mais déjà la petite motorisation : semoir à quatre rangs tracté par un motoculteur. © Cirad - Philippe Laurent



Quelles conséquences ont effectivement eu ces indépendances, quant aux tutelles et aux structures de la recherche agronomique tropicale ?

Moment crucial de l'histoire africaine, les indépendances de 1960 se sont naturellement accompagnées, *de jure et de facto*, du transfert quasi immédiat de souveraineté politique de la République française aux jeunes Républiques, anciens membres de l'Union française et de la Communauté franco-africaine, à l'exception de la Guinée Conakry, indépendante dès 1958.

Diverses conventions de coopération, très rapidement négociées et signées, ont cependant permis, pour plusieurs secteurs administratifs, économiques, sociaux et culturels, une transition souple et progressive des responsabilités et actions en cours, néanmoins d'ores et déjà placées sous la tutelle des nouveaux gouvernements.

S'agissant plus particulièrement de la recherche agronomique, la plupart de ces établissements sont devenus structures nationales, dont la gestion a néanmoins continué à être assurée, pour un temps (dix à quinze ans), par les institutions françaises qui en avaient jusqu'alors la charge.

Si aucune sérieuse difficulté n'est vraiment apparue pour les établissements (centres, stations, laboratoires) relevant jusqu'alors des instituts spécialisés par filières (Irho, IRCT, Ifac, IFCC),

le problème s'est avéré plus complexe pour le gros ensemble des recherches agronomiques anciennement conduites par les Services scientifiques et techniques de l'agriculture outre-mer, officiellement transférées à l'Orstom en 1953. Cependant, à la veille des indépendances ces recherches n'avaient encore été que très partiellement absorbées par l'Office dans les structures ultramarines. Un organisme de substitution avait donc dû être rapidement mis sur pied pour assumer la responsabilité de toutes ces recherches concernant l'agronomie générale et l'ensemble des productions végétales non traitées par les instituts spécialisés.

Ainsi est né en 1960, l'Irat (Institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières), auquel a été tout naturellement confiée la gestion du CRA Bambey, anciennement fédéral (ma base opérationnelle), érigé en Centre national de la recherche agronomique (CNRA) du Sénégal. Et dans la foulée ses chercheurs et ingénieurs ont été détachés à l'Irat.

J'avais eu la chance d'être nommé très jeune (à 33 ans en 1957) ingénieur en chef des Services scientifiques et techniques de l'agriculture outre-mer. L'absorption par l'Orstom du pan scientifique de ces services avait posé un problème pour le personnel œuvrant dans les établissements de recherche. Le patron

1. Devenu aujourd'hui, Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea).



Une autre avancée par le moteur, bien trop ignorée : la « batteuse à mil », première machine capable de libérer la femme africaine d'un travail long, pénible et contraignant. Conçue sur un brevet Tourte-Plessard, une première série en est fabriquée, en septembre 1965, par la Société industrielle sénégalaise de Constructions mécaniques et de Matériels agricoles, Siscoma.

de l'Orstom, le fringant professeur Jean-Jacques Juglas (J3), ancien ministre, nous avait lors d'une de ses premières visites au Sénégal, déclaré : « Vous êtes à Bambey qui devient Orstom, si vous voulez y rester vous devez envisager votre intégration à l'Office sous peine d'être affecté ailleurs ». J'aurais alors été maintenu dans les Services de l'agriculture mais avec une autre affectation et pas nécessairement dans les mêmes activités. Or j'avais, avec mes collaborateurs, entamé un travail en profondeur et je ne souhaitais pas l'abandonner. J'ai donc demandé mon intégration à l'Orstom en 1959, sans doute l'une des bêtises de ma vie et un passage sombre de ma vie professionnelle.

Comment vous êtes-vous intégré à l'Orstom ?

Mal, dans l'Orstom de 1958 j'apparaisais comme le canard boiteux, le mouton noir, l'agronome généraliste au milieu de scientifiques hautement spécialisés. En fait, si officiellement l'Orstom avait bien absorbé la recherche agronomique en métropole, en pratique il n'en avait été nullement de même outre-mer. Et le corps de ses scientifiques était très recherche de base et très peu recherche appliquée. Malheureusement la mutation était irréversible et je suis resté Orstom jusqu'à ma retraite. Bien qu'ayant été, à mon intégration, assimilé directeur de

recherche, mes chances d'avancement au grade d'inspecteur général étaient rapidement apparues pratiquement nulles, au contraire de certains de mes collègues spécialisés, plus favorisés.

Je suis ainsi resté plusieurs années sur le banc de touche et il a fallu que Guy Camus, le directeur général de l'Orstom de l'époque, s'insurge contre cette discrimination, passe outre de la décision de quelques comités et commissions qui m'avaient ignoré et me nomme inspecteur général (en 1982) avec néanmoins un préjudiciable retard.

Comment s'est déroulée l'intégration des établissements d'outre-mer par l'Orstom ?

En fait pour des raisons inhérentes aux difficultés liées à la complexité de cette période difficile de transition entre l'Union française, la Communauté et l'indépendance, cette absorption des établissements d'outre-mer par l'Orstom n'a guère été effective.

Dans le cas du CRA Bambey, devenant Centre national de la recherche agronomique du Sénégal, seules les dépenses liées au personnel (expatrié et national) prévues au budget ont pu être assurées. Il nous a donc fallu vivre à crédit pendant au moins deux ans et au prix d'une trentaine de millions de francs CFA de

dettes auprès de nos fournisseurs en carburant, en équipements mécaniques, en réparation de véhicules, en matériels de bureau... Quand nous allions à Dakar, il nous fallait raser les murs et éviter les vitrines des magasins afin d'échapper aux regards de nos créanciers.

Quelle était la situation financière du CRA de Bambey ?

Nous n'avions pas ou très peu de recettes liées à la production : le mil, le sorgho, l'arachide, le niébé... sont des cultures pauvres à faible valeur marchande. Seules les semences sélectionnées nous assureraient quelques rentrées.

Entre-temps la recherche agronomique d'outre-mer précédemment confiée à l'Orstom, avait donc été reprise par l'Irat, auquel d'ailleurs la plupart des États nouvellement indépendants avaient confié la gestion de leurs propres établissements, donc du CRA Bambey au Sénégal. Mais si l'Irat avait accepté bien volontiers cette gestion, il refusait de prendre en charge les 30 millions de dettes. Après moult discussions au niveau parisien, le directeur général adjoint de l'Orstom est venu à Bambey pour tenter de régler ce problème. Louis Sauger, qui avait succédé à François Bouffil à la tête du CNRA, était malheureusement en congé et en tant qu'intérimaire j'ai dû faire face à l'assaut :

« Je ne peux pas vous verser ces 30 millions ! Vous avez outrepassé vos pouvoirs, car vous avez engagé des fonds publics sans autorisation préalable. - Monsieur, je suis d'accord avec vous, en droit nous n'aurions pas dû, mais qu'auriez-vous fait à notre place ? - Comme vous, je rentre à Paris vous aurez vos 30 millions ».

Comment fonctionnait le CNRA Bambeï au cours de la première décennie d'indépendance ?

À la tête du CNRA, Louis Sauger a donc hérité, en juin 1961, de François Bouffil d'un ensemble confié en gestion à l'Irat par le gouvernement du Sénégal et comprenant trois secteurs régionaux : au nord, le bassin du fleuve Sénégal ; au centre les régions de Louga, Thiès, Diourbel, Kaolack, Tambacounda, proprement sahélo-soudaniennes ; au sud la Casamance. Cet ensemble a ainsi constitué l'Irat-Sénégal (avec néanmoins quelques antennes en Mauritanie) jusqu'à la création de l'Institut sénégalais des recherches agricoles (Isra), en décembre 1974.

Dès sa prise de fonction, L. Sauger a proposé au chef de la division d'agronomie que j'étais encore, d'être son adjoint à la direction de l'Irat-Sénégal et de prendre aussi la direction scientifique de l'ensemble, laboratoires plus agronomie, afin d'assurer pleine cohérence de toutes les disciplines et actions de recherche. J'ai volontiers accepté cette double responsabilité, transmettant d'ailleurs la seconde à mon ami Djibril Sène en 1968.

Pour des raisons d'efficacité et d'affinités les domaines de recherche ont alors été organisés en quatre grands groupes. Voici sans ordre, autre que celui de ma

mémoire, les principaux responsables et acteurs avec lesquels j'ai eu le privilège de travailler jusqu'à mon départ du Sénégal, en août 1974, probablement la période la plus enrichissante de toute ma carrière professionnelle :

- Groupe I : Étude et amélioration du milieu. Responsable Claude Charreau, agro-pédologue puis Robert Nicou, agronome ; avec Claude Dancette, bioclimatologue ; Paul Bonfils, Jean-François Poulain, Christian Pieri, Gora Beye, M. Mutsaers, Lucien Seguy, Mamadou Sonko, Sitapha Diatta, agro-pédologues ; Jean-Louis Chopart, agronome ; Francis Ganry, agro-chimiste ; Prosper Vidal, Louis Jacquinet, Pierre Siband, Dominique Blondel, Denis Pouzet, Michel Puard, Joseph Wey, agro-physiologistes ; Maurice Foy, Mamadou Mara, Robert Diokh, responsables de laboratoires.

- Groupe II : Étude, amélioration et protection de la plante. Responsable Maurice Tardieu, puis Djibril Sène, puis Jean-Claude Mauboussin, généticiens-sélectionneurs avec Marius Bono, Marcel Tran Dinh Hoé (dit Couey), Claude Etasse, Michel Jacquot, Claude Magne, Patrice Leclerc, Jean-Pierre Marathé, Jacques Durovray, Pierre Sapin, Jacques Chantereau, Jean-Pol Aubin, sélectionneurs. Bernard Vercambre, entomologiste ; Jean-Claude Girard, phytopathologiste ; Pierre Goarin, malherbologiste ; Henri Merlier, agrobotaniste ; Jacques Deuse, phytopharmacien ; Gérard Hadad, Jean Dutartre, Y. Grouitch, agronomes ; Gilbert Delafond, semences de base.

- Groupe III : Étude et amélioration des systèmes de production. Responsable Robert Nicou, agronome puis Claude Ramond, agro-économiste, avec Alain

Bonlieu, Marc Le Moigne, Le Craz, Roland Pirot, Michel Havard, François Plessard, agro-machinistes ; Jean Birie-Habas, Pierre Nourissat, Bernard Chevreau, Robert Hamon, Mahawa MBodj agro-pastoralistes ; Paul Kleene, Jean-François Richard, Moussa Fall, agro-économistes ; Jacques Faye, sociologue ; Madické Niang, géographe ; Tran Minh Duc, hydraulicien agricole.

- Groupe IV : Application de la recherche, pré vulgarisation, interventions en milieu rural. Responsable Guy Pochtier, agronome, avec Bernard Ruysen, Jacques Monnier, Edmond Tchakerian, Hubert Thirouin, Claude Vin, Pierre Courtessolle, André Reynard, Serge Traverse, Henri Renaud, Christian Guillot, agronomes et agro-techniciens.

Cet ensemble était naturellement soutenu par une organisation efficace de services généraux sous la férule de diverses personnes qui se sont succédé de 1961 à 1974 ; Sadibou Diouf, administrateur, avec François Carreras, bureau d'étude, construction et entretien ; Yangkoba Ndiaye, gestion du personnel ; Claude Hamon, puis Ibrahima Badiane, Penda Cissé, gestion, comptabilité.

Grâce à cet exceptionnel outil qui a ainsi compté jusqu'à une cinquantaine de chercheurs et ingénieurs et plus de 700 à 800 techniciens, ouvriers et manœuvres, nous avons pu atteindre une remarquable multidisciplinarité et engager le partenariat avec les paysans. Je suis toujours convaincu que les problématiques des chercheurs ne sont pas les mêmes que celles des paysans et la seule façon pour qu'elles se rapprochent, c'est qu'ils travaillent ensemble sur le terrain.

Et dans cette longue marche vers les communautés rurales, vers les paysannats, je



Priorité donc à la traction animale : l'arrachage de l'arachide.



me suis vraiment régalé à partir de l'indépendance, donc beaucoup plus avec les responsables africains qu'avec les gouverneurs et autres commandants de cercles de l'administration française.

Nous avons travaillé au Sénégal sous la tutelle d'un Président de la République, d'un Premier ministre et de ministres de l'Agriculture qui, d'une part, étaient convaincus que l'on pouvait et que l'on devait faire beaucoup pour l'agriculture, et qui, d'autre part, avaient une réelle confiance en la recherche. Le Premier ministre, à l'époque charnière de l'indépendance, était Mamadou Dia que j'ai bien connu. Cet homme remarquable était, par exemple, venu, avec trois ou quatre ministres et plusieurs gouverneurs, passer trois jours à Bambey à huis-clos et sans téléphone, pour entendre ce que la recherche avait à proposer. De toute ma carrière, je n'ai connu aucun autre chef de gouvernement se tenir à l'écoute de la recherche aussi longtemps ! Au terme de ces trois jours Mamadou Dia a conclu « Je vous ai compris et ma porte vous est toujours ouverte à Dakar ». Et ceci s'est avéré.

Et pendant toute cette période, à cette audience privilégiée que nous avions auprès des hauts responsables politiques a pu s'ajouter, à l'autre extrémité de la chaîne, une relation et une complicité grandissantes avec les paysannats. Cette ambiance et cette continuité dans le processus recherche-action, je ne les ai naturellement pas retrouvées à mon retour en France.

À partir de l'indépendance, n'y-a-t-il pas eu une volonté du Sénégal de « sénégaliser » la recherche et d'en former les cadres ?

Absolument ! Léopold Sédar Senghor, Mamadou Dia et leurs ministres nous l'ont affirmé à plusieurs reprises, ce souci de l'africanisation s'accompagnant toutefois pour eux d'un temps nécessaire à la formation des jeunes chercheurs sénégalais à l'école des expatriés très expérimentés. Ce processus a d'ailleurs été semblable dans les autres pays de l'ancienne Communauté franco-africaine avec lesquels nous avons continué à travailler, à l'exception de la Guinée Conakry (où le divorce a été brutal) et peut-être du Mali et de Madagascar, où pour des raisons politiques les choses étaient plus crispées.

Au Sénégal, les quinze années d'indépendance que j'ai connues (de 1960 à

1974) se sont déroulées dans des conditions très agréables grâce à la confiance que nous ont témoignée les ministres du Développement rural : Joseph Mbaye, Karim Gaye, Habib Thiam (futur Premier ministre), tous m'honorant de leur amitié.

Dans la plupart de ces pays, anciens membres de l'Union française, l'africanisation et cette transition vers des structures typiquement nationales ont été favorisées par le fait que les centres et stations de recherche agronomique, zootechnique et forestière étaient confiés en gestion et par convention d'État à État à des instituts français : Irat, pour la majeure partie au Sénégal, mais aussi Irho, IRCT, Ifac, IEMVT, CTFT...

L'indépendance du Sénégal ainsi que d'autres états africains a-t-elle sonné l'ordre du retour des cadres métropolitains en poste en Afrique vers la France ?

La transition a été beaucoup plus souple et étalée sur plus d'une ou deux décennies. Dans mon cas personnel, rien n'était vraiment préfiguré, ni encore décidé vers 1970 pour mon retour en France. J'avais dès 1968-1969 engagé avec plusieurs de mes collaborateurs la lourde opération « Unités expérimentales » dans laquelle la recherche, portée par une équipe pluridisciplinaire d'une dizaine de chercheurs, intervenait directement au sein de communautés villageoises de plusieurs milliers de paysans et dizaines de milliers d'hectares. Je souhaitais accompagner ce grand projet innovant, au demeurant fortement soutenu par le gouvernement du Sénégal, véritable opération de développement expérimental.



Les vieux réflexes creusois ressurgissent... « Le chef » au labour, en 1965.

Cependant deux événements ont alors accéléré mon retour en France, outre peut-être une certaine fatigue après trois décennies de séjour tropical :

- le premier, institutionnel : la création prévue de l'Isra (Institut sénégalais des recherches agricoles), qui interviendra le 31 décembre 1974, à l'initiative appuyée de mon ancien collaborateur et ami Djibril Sène, précédemment nommé au poste politique de DGRST (Délégué général de la recherche scientifique). Louis Sauger, à la fois Français et Sénégalais, sera naturellement le premier directeur général de l'Isra ;
- le deuxième, plus opportuniste, était l'offre de Francis Bour, directeur général de l'Irat de me voir succéder en métropole à Pierre Roche (nommé à la direction du centre Gerdat de Montpellier) à la tête de la division d'agronomie de l'Institut. Les pressions du côté sénégalais ont été fortes, tout particulièrement de Djibril Sène, pour que je continue à servir dans la nouvelle structure de la recherche sénégalaise.

Ma décision a donc été le retour en France. Notre profonde amitié avec Djibril Sène (qui par la suite a été plusieurs fois ministre) n'en a nullement été affectée. Elle dure toujours.

Une question maintenant à Christiane Tourte, votre épouse : Vous étiez aussi au Sénégal, quelle était votre place ?

Je suis arrivée à Bambey en 1961 comme secrétaire de la direction du CNRA. Je suis restée jusqu'en 1974, mais au cours de ces treize années mes fonctions se sont étendues. D'abord nommée assistante de direction, j'ai ensuite assumé la responsabilité du secrétariat général de l'ensemble Irat-Sénégal (CNRA de Bambey et secteurs régionaux).

Mon mari et moi-même occupions des postes en voie d'être sénégalisés. Mon mari était ingénieur des travaux publics, arrivé au CNRA également en 1961. À ce titre, il a dirigé ou contrôlé de nombreuses constructions nouvelles au centre et dans les stations annexes. Au moment de la sénégalisation son poste devenait beaucoup plus difficile à défendre : des sociétés du bâtiment et des travaux publics existaient déjà sur place. L'Irat



Les journées du machinisme agricole de l'Afrique occidentale, Bambey 1958 :
 • au centre : Joseph Mbaye, ministre de l'Économie rurale du Sénégal, devant un semoir à deux rangs
 • à gauche : casqué, François Bouffil, directeur du CRA Bambey
 • à droite : dominant et chapeauté, le grand Robert Sagot, directeur de l'agriculture au ministère de la France d'outre-mer.

a donc dû le rapatrier en France et l'affecter à Montpellier. Et j'ai en fait, suivi le même sort.

J'ai donc retrouvé ma place auprès de mon patron René Tourte à l'Irat, dont il devenait le représentant à Montpellier en même temps que le chef de sa division d'agronomie.

Quels regards portez-vous aujourd'hui sur ces nombreuses années vécues au Sénégal ?

En fait, le Sénégal est mon autre pays, j'y suis arrivée à 7 ans en 1945. J'étais née au Maroc où mon père était militaire. Malheureusement, en mai 1942, maman, mon frère et moi avions dû rentrer en France pour des raisons de santé, papa restant au Maroc. Le débarquement des Alliés du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord avait coupé totalement les relations normales entre la Métropole et l'Afrique. Entre-temps le régiment de papa avait été transféré du Maroc au Sénégal. Si bien que notre séparation a été de trois ans et que nous n'avons pu rejoindre papa qu'en juin 1945 sur le vénérable et poussif paquebot Médie II. C'est donc au Sénégal que j'ai passé ma jeunesse, que j'ai été formée, et où j'ai accompli une part importante de ma vie professionnelle, jusqu'en 1974, après un séjour de près de 30 ans.

Monsieur Tourte, lors de votre retour en métropole en 1974, que vous a-t-on proposé à ce moment-là ?

En septembre 1974, nous étions en pleine création du centre Gerdat (Groupement d'études et de recherches pour le

développement de l'agronomie tropicale) de Montpellier. À Pierre Roche, alors responsable de la division d'agronomie de l'Irat, a donc été proposée la direction du centre, son poste à l'Irat devenant ainsi vacant. À mon retour du Sénégal, le directeur général de l'Irat, Francis Bour, m'a alors proposé : « Puisque tu es agronome, apparemment confirmé, pourquoi ne serais-tu pas le nouveau responsable de notre division d'agronomie ? » Ayant accepté, j'ai donc, après un passage d'un mois et demi à l'Irat-Nogent, été affecté au centre inachevé de Montpellier. Christiane m'y avait d'ailleurs précédé, en novembre, l'Irat ayant accepté qu'elle continue à me subir comme assistante. Nous étions encore dans les plâtres. Il n'y avait pas encore de chauffage, ni certaines commodités, et ce jusqu'en janvier 1975. Le directeur du centre Gerdat était assisté par un conseil de centre auquel participaient les représentants des différents instituts décentralisés à Montpellier, toutes les directions étant néanmoins restées en région parisienne. C'était une situation un peu particulière : le groupement était coupé en deux. S'agissant de la décentralisation géographique, l'Irat avait été l'un des plus favorables - et ceci explique sans doute qu'un agent de l'Irat, Pierre Roche, ait été proposé à la direction du centre.

Comment les agents de l'Irat ont-ils accueilli cette nécessité de mobilité vers Montpellier ? Ont-ils eu le choix ?

Incontestablement ce déménagement a posé de sérieux problèmes, en particulier aux couples travaillant et résidant dans la région parisienne. Il n'était pas

toujours évident de retrouver un double emploi à Montpellier. Les difficultés ont été moindres pour les ingénieurs et chercheurs beaucoup plus habitués à être trimballés du nord au sud et de l'ouest à l'est, du Burkina Faso à Madagascar, de Guinée au Niger... aller de Nogent à Montpellier n'était que routine. Il y a cependant eu quelques exceptions et quelques démissions.

La décentralisation a cependant été assez progressive : d'abord les laboratoires d'analyses pour la plupart des instituts, en même temps que seulement certaines divisions des seuls instituts partants.

En fait les débuts de ce grand déménagement ont été assez difficiles. L'Irat était au départ d'accord, l'Irho ne l'était pas et il n'était pas le seul.

C'était cependant la grande époque de la décentralisation, de la régionalisation. La Datar (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale) avait même été créée en 1963 pour les favoriser. Le gouvernement avait décidé que les instituts tropicaux avaient intérêt à se rapprocher de la chaleur et pourquoi pas dans le sud de la France. Plusieurs sites possibles avaient été étudiés : Bordeaux, Marseille, Cassis et puis Montpellier. Pour le choix de Montpellier, Pierre Roche a sans doute été efficace : il était de la région et participait aux travaux de la DGRST. Il n'était pas tout seul, mais il a joué un rôle important, si bien que Montpellier a été choisi.

S'agissant du déménagement de la famille Gerdat, certains de ses membres étaient partants pour le soleil mais d'autres se trouvaient très bien à Paris, lieu où l'on prend les décisions. Les instituts privés d'inspiration largement professionnelle, soit à peu près la moitié des instituts, répugnaient à quitter la capitale. Ils avaient peur d'une perte de puissance pour eux.

La conséquence essentielle de ces réticences et atermoiements a été que les bâtiments du Gerdat de Montpellier ont été étudiés en fonction de ceux qui, au départ, voulaient bien y venir. Les locaux, bureaux, salles de réunion, laboratoires avaient donc été prévus pour un nombre de chercheurs, ingénieurs, techniciens, agents de laboratoire et d'entretien correspondant au personnel des instituts résolument partants.

Le projet avait été très favorablement accueilli par la municipalité de Montpellier et son maire, maître François Delmas, un homme charmant. Ils avaient offert au Gerdat un emplacement superbe sur le domaine de Lavalette près du parc zoologique. Quant aux bâtiments, si leur aspect extérieur n'était pas des plus avenants, les aménagements intérieurs, notamment grâce à notre collègue de l'Irat, Jacques Paré et à une équipe de spécialistes, étaient des plus perfectionnés : laboratoires super-équipés (eau, gaz, électricité à tous les étages), bureaux extensibles à parois mobiles, climatisation été-hiver par circulation d'eau... C'était formidable !

Devant toutes ces facilités, les réfractaires parisiens ont changé d'avis et se sont pressés au portillon. Il a fallu accueillir tous les nouveaux arrivants et commencer à nous serrer les uns contre les autres.

Plus tard les choses se sont encore compliquées, beaucoup de chercheurs et techniciens de l'outre-mer ayant été contraints de rejoindre la Métropole. Et aujourd'hui, malgré la construction de plusieurs nouveaux bâtiments le centre Cirad de Montpellier est surchargé.

Ainsi vous devenez chef de la division d'agronomie de l'Irat. Avez-vous pu continuer à développer la notion de pluridisciplinarité, de chaîne création-diffusion, de processus de recherche-développement ? À Montpellier, avez-vous pu imposer ce schéma, même avant la création du Cirad ?

Oui je crois. J'avais acquis une certaine expérience de terrain, en particulier au Sénégal, et peut-être une certaine notoriété dans la maîtrise d'une démarche nouvelle, insolite pour certains. Les traditionnels de l'époque pensaient même que j'étais vraiment tordu dans ce domaine.

Pour convaincre, j'ai participé à de nombreux séminaires, colloques, réunions et autres congrès nationaux, régionaux, internationaux et écrit nombre d'articles et documents. Mais l'argument principal de tous ces messages était bien sûr la référence à nos expériences sénégalaises, entreprises dès les années soixante, grâce notamment à l'appui inconditionnel du gouvernement du Sénégal et naturellement de

l'Irat. Ces expériences, notamment les Unités expérimentales ont attiré la curiosité de beaucoup et donné lieu à de nombreuses études, thèses de chercheurs et étudiants de toutes origines et nationalités. Cette publicité nous a permis de proposer, voire d'exporter le modèle sénégalais de recherche-développement d'abord dans des pays africains puis en Amérique latine, à commencer par le Brésil, pays en pointe en matière de développement rural. Les responsables de la recherche brésilienne notamment du nord-est étaient informés de ce qui se faisait au Sénégal. Ils m'ont demandé de venir en mission. J'en ai effectué plusieurs au Brésil, ainsi qu'en d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes entre 1975 et 1985 : Venezuela, Nicaragua, Mexique, Costa Rica, Haïti, Antilles françaises et anglaises.

Les missions, plutôt que les conférences et autres grand-messes, me paraissaient plus en prise avec les réalités. Les rapports qui les accompagnaient étaient mieux adaptés à des situations particulières (l'agronomie n'est-elle pas la science des situations ?) Et par ces écrits (j'ai effectivement beaucoup écrit) j'ai pu progressivement formaliser, affiner le concept de la recherche-développement. Les contacts directs avec nos partenaires étaient pour moi importants, les discussions portant alors sur leurs propres problèmes. Et je crois que dans beaucoup de ces pays le message est bien passé.

Et pourtant ce message qui aujourd'hui paraît tellement évident, l'était beaucoup moins dans les années soixante, au temps des recherches disciplinaires et des vulgarisations thématiques. Après mon long séjour sénégalais, les moyens que m'a apportés en métropole la division d'agronomie de l'Irat ont permis de nouvelles avancées considérables grâce à une exceptionnelle équipe de chercheurs et ingénieurs dont beaucoup mériteraient de figurer ici. Je cite au fil de ma mémoire :

- à Montpellier, Jean-Pascal Pichot, Jacques Velly, Jean Kilian, Christian Pieri, Roger Bertrand, Jean-Claude Le Goupil, Francis Forest, Truong Binh, Edouard Latrille, Michel Raunet, Alain Angé, Marinus Brouwers, Gérard Bourgeon, Christian Féau, Charles Egoumenides.
- en outre-mer : Claude Charreau, Robert Nicou, Jean-François Poulain, Claude Dancette, Francis Ganry, Pierre Siband,

Tran Minh Duc, Jacques Teissier, Louis Bouchard, Pierre-François Chabaliar, Jean-Marie Kalms, Pierre Langellier-Bellevue, Lucien Seguy, Jacques Gigou, Roland Guis, Jacques Arrivets, Richard Baran, Denis Pouzet, Guy Loynet, Bernard Chevreau, Philippe Godon, Serge Guillobez, Jean Charoy, Jacques Marquette. Ainsi avons-nous, en bonne part, réussi à rallier l'ensemble des divisions de l'Irat à la pertinence de cette approche pluridisciplinaire, de cette démarche système et de la nécessité d'y associer progressivement l'utilisateur final de nos travaux : le paysan.

Il restait cependant à convaincre d'autres instituts du Gerdat, dont l'intervention devenait indispensable à partir du moment où nous souhaitions nous placer au niveau des exploitations (systèmes de production) et des collectivités rurales (systèmes agraires).

En fait cette préoccupation commençait à hanter les couloirs du centre Gerdat au moment où, politiquement, la pression se faisait de plus en plus sentir pour une association plus étroite voire une fusion des neuf instituts tropicaux français. L'ambassadeur Hubert Dubois, alors président du Gerdat, qui avait cette lourde et ingrate charge de rassemblement, m'avait dès 1982 confié une mission Systèmes agraires en vue de la préparation d'un futur département Systèmes agraires (DSA) à intégrer dans ce qui allait devenir le Cirad.

Peut-on situer en 1984, la création du Cirad ?

Oui, après une large consultation au sein du Gerdat et un grand colloque tenu en juillet 1983 à Montpellier. Les anciens instituts, qui se sont alors sabordés, sont automatiquement devenus des départements du Cirad créé en 1984. D'un coup de baguette magique l'Irat a été métamorphosé en département Irat du Cirad, l'IRCT en département IRCT... : chacun des anciens instituts a donné lieu à la création d'un département du Cirad portant le même nom.

La transition a été ainsi largement facilitée, mais n'a nullement gommé les individualismes de chacun des anciens instituts qui conservaient ainsi leurs modes de fonctionnement ancrés dans

le temps. Le Cirad apparaissait ainsi au moins au début, comme une mosaïque de composants avec leurs habitudes.

Christiane, mon épouse, qui, devenue Directeur administratif et financier (DAF) du jeune département Systèmes agraires, s'est souvent trouvée dans des réunions avec des personnes qui ne « parlaient pas la même langue ». Par exemple, pour des détails comme les frais de déplacement, de missions, les régimes du personnel étaient très différents d'un département à l'autre.

Pour nous, anciens de l'Irat, un modèle de gestion du personnel très apprécié y avait été établi par son directeur général Francis Bour. Grâce à un système élaboré de commissions, les situations des agents de l'Irat étaient examinées tous les ans et les avancements étaient alors proposés. Le régime était fort différent dans les autres instituts devenus départements du Cirad. Regrouper cette diversité en un seul ensemble est apparu être un véritable casse-tête.

Le premier directeur général du Cirad a été l'agronome ingénieur en chef du Génie rural, Hervé Bichat. Devant toutes ces difficultés, il a beaucoup souffert.

Fédérer ces différents instituts pour former le Cirad, était-ce pour vous une bonne chose ?

J'étais en 1983 tout à fait convaincu que c'était une bonne chose pour des raisons de multidisciplinarité, d'interaction, de symbiose, de synthèse. J'avoue qu'en fin de carrière, j'en étais moins persuadé. Les relations inter-départements ont été moins personnalisées qu'au sein des anciens instituts qui avaient leur vie propre et où pratiquement presque tout le monde se connaissait. Même à l'Irat qui était le plus gros, en effectif, le directeur général et ses adjoints directs pouvaient mettre un nom sur chaque agent qu'ils rencontraient. Au Cirad, les choses étaient différentes, tout au moins dans la période que j'ai connue (je l'ai quitté en 1990). Il a continué à grossir, en particulier à Montpellier.

En fait les difficultés initiales d'amalgame des anciens instituts et de leurs régimes, voire de leurs politiques et stratégies peuvent s'expliquer par leurs origines, leurs objectifs, leurs méthodes et

leurs terrains propres. Pour plusieurs de ces instituts, une majorité de leurs chercheurs (de l'ordre de 60 % pour l'Irbo, de 50 % pour l'Irat, par exemple) œuvraient outre-mer et l'essentiel des moyens métropolitains (siège, laboratoires, administration et logistique) tendaient à soutenir une recherche de qualité, le bon fonctionnement des équipes ultramarines et leur bonne articulation avec les services nationaux. Et je me souviens que lors des premières années de mon retour en France, tous nos laborantins et techniciens, toutes nos documentalistes, secrétaires et bien entendu les chercheurs basés à Montpellier savaient très bien pour qui et avec qui ils travaillaient dans le lointain outre-mer.

L'évolution politique et bien d'autres événements souvent dramatiques ont fait que les équipes et les terrains d'outre-mer ont progressivement, ou souvent rapidement fondu. L'articulation avec les services nationaux jusqu'à alors intime grâce à la présence de chercheurs Cirad sur place s'est de ce fait modifiée, les relations avec nos collègues africains, latino-américains, se faisant de plus en plus par missions, plutôt que *in situ* sur des terrains communs.

Le puissant lien que constitue un objectif commun, préalablement identifié et décidé de concert, s'est affaibli entre le Cirad et ses partenaires, chacun s'acheminant vers une recherche de plus en plus hyper spécialisée, de moins en moins en prise directe avec les dures réalités du terrain. Sans aucun doute la spécialisation est vitale pour que progresse la science. Cependant, pour moi, ses avancées ne seront vraiment et pleinement valorisées que lorsque le généraliste, l'homme-système les aura testées, réalisées et, surtout, mises en cohérence et compatibilité avec les forces et contraintes du milieu, tant humain que physique, censé les recevoir. Tout particulièrement, dans notre domaine agronomie et agriculture, je crois profondément qu'aucun logiciel, qu'aucun programme informatique ne sauront jamais remplacer l'épreuve terrain, menée en partenariat avec les acteurs et les utilisateurs finals. Or cet indispensable dialogue chercheur-paysan me paraît de plus en plus indirect et difficile à mener dans certains pays traditionnellement nos interlocuteurs. Les raisons en sont multiples, parfois

dramatiques. En résumé les relations du Cirad avec ses finalités premières me semblent s'estomper.

Pouvez-vous expliciter votre conviction à vouloir créer le département Systèmes agraires ? Pouvons-nous revenir à la défense de cette idée fondamentale qui vous a permis de constituer ce premier département ? À l'Inra, au tout début des années 1980, Bertrand Vissac a créé le département Systèmes agraires, issu surtout des problématiques de zootechnie et d'agronomie puisqu'il était généticien au départ. Avez-vous bien connu Bertrand Vissac ?

Oui, bien sûr. En réalité les liens avec l'Inra, et plus précisément dans ce domaine, sont beaucoup plus anciens. Ils datent des années soixante au début desquelles Jean Rebeschung avait créé, à l'Inra, une Section d'application de la recherche à la vulgarisation, puis le SEI (Service expérimentation et information), en 1963.

De fait nous avons cheminé d'abord parallèlement, puis de concert. Dès 1961, le CRA Bambey (alors confié en gestion à l'Irat) avait créé sa propre Section d'application de la recherche à la vulgarisation, SARV, en prolongement de ses études d'économie rurale et de ses premières actions de pré-vulgarisation. J'avais alors invité J. Rebeschung à venir au Sénégal afin d'accorder nos violons, voire définir une démarche proche sinon commune, les conditions étant évidemment très différentes entre l'Europe et l'Afrique. Cet éminent chercheur, prématurément décédé (en 1979), avait volontiers accepté cette invitation et effectué une fructueuse mission en 1966.

Outre ce précieux appui, je m'étais assuré celui du grand économiste Louis Malassis, professeur d'économie rurale à Rennes, qui avait été l'un des piliers majeurs de l'évolution professionnelle des ruraux en Bretagne et en Normandie en liaison avec les Jac (Jeunesses agricoles catholiques). Il avait ensuite décidé de quitter Rennes pour Montpellier, également comme professeur d'économie rurale à l'École supérieure d'agriculture, et de s'intéresser de plus en plus à l'Afrique. Aussi dès 1969-1970, il a effectué plusieurs

missions en Afrique tropicale, en particulier au Sénégal et nous a très fortement aidés dans la construction de nos idées et de nos actions.

L. Malassis, grand monsieur, visionnaire, a fait beaucoup pour l'évolution du complexe scientifique de Montpellier en particulier Agropolis accompagnant ainsi les plans d'aménagement des territoires de la Datar. Le choix de Montpellier pour accueillir le Gerdat, futur Cirad, entrainait tout à fait dans l'idée de L. Malassis de faire de cette région du Languedoc-Roussillon-Montpellier, un centre de matière grise autour de l'agriculture tropicale et de toutes les agricultures des régions chaudes. Sa forte personnalité a fourni l'attractivité nécessaire pour que cela se fasse.

C'est à L. Malassis que l'on doit le transfert et plus tard le renforcement voire l'installation de nombreux organismes de recherche. Cette grande migration a d'ailleurs été largement facilitée par le fait que L. Malassis a été directeur général de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Agriculture, dont la tutelle était alors assurée par Pierre Méhaignerie, son ancien élève breton avec lequel il était en parfaite communion. Outre les institutions de recherche, L. Malassis a également favorisé le transfert de Nogent à Montpellier du Cnearc (Centre national d'études agronomiques des régions chaudes), à l'implantation et au démarrage duquel j'ai fortement contribué de 1981 à 1984, à la demande de son directeur André Lachaux et des responsables du Gerdat. L. Malassis était vraiment un grand homme avec lequel nous avons, Christiane et moi, gardé des liens d'amitié étroits. C'est avec émotion que je me souviens de notre dernier entretien téléphonique la veille de son décès.

Avez-vous pu compter sur des appuis pour créer ce département Systèmes agraires ?

Oui beaucoup. Outre J. Rebeschung, B. Vissac, L. Malassis, un autre grand chercheur Michel Sebillotte, professeur à l'Ina, m'a également apporté son appui. Sa méthode, le fameux « tour de plaine », était de bel enseignement pour les agronomes généralistes dont j'étais.

Hors ces appuis de pairs de la recherche, nombreux furent aussi les encouragements reçus de responsables africains, très intéressés par cette approche globale du développement rural. Ils ont très rapidement compris tout l'intérêt d'une démarche qui ne se situe plus seulement au niveau de la parcelle ou du troupeau, ni du thème spécialisé, mais qui prétend prendre en charge l'ensemble des problèmes qui se posent à l'échelle d'une communauté, voire d'une petite région. J'ai ainsi pu bénéficier d'appuis considérables de la part des édiles nationaux, notamment au Sénégal où des ministres se sont engagés politiquement et même budgétairement, parfois au grand dam de leurs ministres des finances. Vérité m'oblige cependant à ajouter qu'à l'inverse de ces multiples appuis, bien des incompréhensions sont venues de la part des gens de la tradition, des tenants de cette idée de la spécialisation disciplinaire à outrance, de la séparation des tâches entre recherche et vulgarisation.

Dans votre carrière, avez-vous été confronté à l'arrivée de nouveaux outils, telle l'informatique, dans le domaine scientifique et dans celui de la documentation.

S'agissant de l'informatique, j'ai effectivement été très touché au début, voire assommé parce que je n'y comprenais rien ! Et puis progressivement nous nous sommes adaptés, formés et, sans être à la pointe du progrès, nous avons cependant été parmi les premiers à adhérer à la modélisation, à l'informatisation... cela nous a beaucoup aidés. Dans le domaine de la cartographie morpho-pédologique des sols et de leurs aptitudes agricoles, nous avons même été parmi les pionniers, grâce aux photos aériennes puis à la télédétection.

Avez-vous constamment occupé des postes de direction ?

Pas tout à fait. À mon arrivée à Bambey, je n'étais que le second de mon vieil ami Louis Sauger responsable de l'amélioration des plantes. Mais j'ai été rapidement nommé chef de la division d'agronomie. Je voudrais cependant préciser que dans ces périodes (et autres) le « chef » partageait à part entière les tâches, les joies,



les peines de ses collaborateurs. C'est ensemble, ou à tour de rôle, que nous étions sur le terrain ou sur la brèche, pour la mise en place de très nombreux essais, la réalisation de tous les travaux dans les champs ensoleillés ou battus par de violentes pluies, pour effectuer à toutes époques tournées et missions. De même nous participions aux incontournables rencontres animées sous le « pénc » (l'arbre à palabres) avec les villageois souvent très participatifs, ou dans les salles lambrissées des palais ministériels avec des décideurs qu'il fallait décider. Ainsi se conçoit le travail d'équipe.

Dans les postes de pilotage qui vous ont été confiés tout au long de votre carrière, quelle a été votre approche du management ? Comment arriviez-vous à la fois, à faire travailler les gens, à les comprendre dans leurs difficultés, à les stimuler à faire bien le travail par des formations, à gérer les conflits et à les évaluer et à gérer leur carrière ?

Dans ce que j'appelle la gestion de la recherche, j'ai toujours joué sur la

délégation et la confiance que l'on doit faire aux personnes qui travaillent avec vous. J'ai essayé de traduire ces mots concrètement au travers de la programmation de la recherche et de sa gestion budgétaire. À partir des grands objectifs de recherche conformes à la politique des États et de nos institutions d'appartenance, étaient établis les programmes de recherche pluriannuels consécutifs, négociés avec les chercheurs. Pour leur réalisation, ces programmes étaient traduits en attributions budgétaires annuelles, selon un système de gestion que nous avons inauguré à Bambey avec Christiane, qui était à l'époque mon assistante. La délégation budgétaire était faite en début d'année aux services de recherche rassemblés en quatre groupes, à charge pour leurs responsables de répartir les attributions budgétaires entre leurs propres services et d'en contrôler la bonne exécution.

Comment s'exerçait la délégation budgétaire ?

La délégation se faisait en début d'année, en début d'exercice, lors d'une grande

réunion au cours de laquelle étaient examinés les résultats de l'année précédente et les propositions de poursuite faites par les chercheurs : arbitrage scientifique et technique, attributions budgétaires étaient alors arrêtés pour l'année entière, donc jusqu'à évaluation en fin d'exercice des résultats des travaux de recherche et de l'adéquation des volumes budgétaires attribués. Ce système a bien fonctionné et même soulagé le directeur adjoint de l'Irat-Sénégal que j'étais, de beaucoup de soucis quotidiens qu'entraîne un suivi comptable au jour le jour pointilleux.

C'étaient en fait des contrats d'objectifs. S'il y avait des dépassements, ce qui est inadmissible en comptabilité administrative, ils devaient être épongés l'exercice suivant. La gestion privée de l'Irat permettait en effet cette appréciable souplesse.

À noter que nous avons appliqué un système de gestion de même type à la division d'agronomie de l'Irat à Montpellier, puis au département Systèmes agraires du Cirad. Nous y avons même conçu un système informatisé de gestion budgétaire, depuis abandonné, qui permettait

un suivi précis des coûts de dépenses par services et par opérations, données très précieuses pour négocier des contrats à venir avec les bailleurs de fonds. Si les chercheurs ont, après quelques hésitations, bien compris et accepté le système, il n'a pas forcément entraîné l'adhésion des directions, sans doute préoccupées par des impératifs comptables rigoureux. Ce système avait pourtant permis d'éviter certaines contraintes, voire absurdités de la comptabilité purement administrative qui n'admet pas l'excédent en fin d'exercice. Ce qui peut amener à des dépenses inconsidérées aux fins d'apurer son attribution budgétaire et ainsi d'éviter qu'elle soit rognée lors de l'attribution de l'exercice suivant. Beaucoup d'histoires circulent à ce propos.

Si au sein de l'Irat, ce système de gestion a été bien accepté, son adhésion par le Cirad a été plus fraîche, la comptabilité y reprenant ses droits.

Lors de la grande séance annuelle préparatoire aux programmes et budgets de la campagne suivante, les programmes de chaque service, de chaque chercheur étaient définis. Arrêtés lors d'une large discussion collégiale et après examens des résultats obtenus et des propositions de poursuites ou d'infléchissements possibles, ils s'inscrivaient ainsi dans un programme global de l'institution, tant dans ses dimensions scientifiques et techniques que géographiques. Chaque chercheur proposait et justifiait ainsi la contribution qu'il s'engageait à apporter à l'œuvre commune, bien entendu dans la limite des moyens budgétaires dont il pourrait librement disposer et qui pouvaient lui être attribués aux termes des indispensables arbitrages. Il était ainsi partie prenante et acteur responsable, membre d'une grande équipe soudée par des objectifs communs. Naturellement toutes les contraintes liées à la gestion comptable et du personnel étaient prises en charge par des services généraux *ad hoc* qui fournissaient des états de situations périodiques ou à la demande.

Aucune réelle fausse note n'est venue mettre en doute la valeur de ce système de gestion de la recherche au long de plus de dix années d'expérience au Sénégal. Bien des témoignages, notamment de nos propres hiérarchies, mais aussi de hauts responsables politiques du pays pourraient en attester.

Accueil du premier ministre Abdou Diouf, futur président de la République du Sénégal (Bambey au Sénégal, 16 octobre 1971). Au centre : Louis Sauger, directeur du CNRA Bambey.



Parlez-nous de la grande confiance qu'ont pu vous témoigner les édiles politiques dès l'accès à l'indépendance de leurs pays.

Jusqu'à ce grand moment des indépendances, les programmes de recherche (et de bien d'autres grands secteurs de l'économie) étaient largement inspirés par la métropole, sans doute en fonction des problèmes locaux, mais dont la dominance était tout de même souvent la satisfaction de besoins extérieurs en matières premières de l'agro-industrie, du commerce. À l'indépendance, les changements ont été profonds, les gouvernements nationaux entendant assumer la responsabilité de leurs politiques de développement. Chacun des nouveaux États a tenu à établir son propre plan de développement à l'élaboration duquel nous avons largement participé. Peut-être étions-nous parmi ceux qui connaissions le mieux les problèmes, les besoins et les capacités de chacune des différentes régions de ces États que nous avions plusieurs fois parcourus. Personnellement, j'avais eu la chance de faire plusieurs fois le tour du Sénégal et ce, dès ma première année dans ce pays à la recherche de ces fameux 300 000 hectares de terres à arachide. Peut-être encore aujourd'hui connais-je mieux le Sénégal que nombre de Sénégalais.

Il me paraît fondamental de souligner que ces exercices de planification ont apporté de profonds changements à la fois dans les grandes orientations économiques des pays et dans le processus d'implications des acteurs sociaux à la base de leurs réalisations. S'agissant du développement rural, de nouvelles initiatives et structures sont apparues afin d'assurer un bien meilleur dialogue entre le pouvoir, la profession agricole (à organiser progressivement) et les organismes de recherche et vulgarisation.

Ce type d'intervention vous prenait-il beaucoup de temps ?

Oui. Par exemple au Sénégal toutes les réunions de planification nationale se tenaient bien entendu à Dakar. Et les participations de Bambey, devenu Centre national de la recherche agronomique, apparaissaient généralement indispensables. Or, 120 kilomètres séparent Bambey de Dakar et je ne saurais comptabiliser les innombrables allers et retours que j'ai dû effectuer, ainsi que bien d'autres collègues, au cours de mes quinze années de post-indépendance.

Il n'y avait pas d'autoroute, mais plutôt, pour une longue partie, une piste en sable et en tôle ondulée qui pouvait même

devenir difficilement praticable pendant la saison des pluies. Heureusement le goudron s'y est progressivement installé.

Après ces précisions sur les méthodes de gestion de la recherche et de planification du développement, revenons au département Systèmes agraires dont vous avez obtenu la création, après sans doute quelques difficultés voire oppositions.

Plusieurs des instituts ayant composé le Cirad, avaient déjà engagé, souvent depuis longtemps, leurs propres processus d'application et d'évaluation des résultats de leurs recherches. Pour certains de ces instituts, la création du département Systèmes agraires, DSA, apparaissait donc comme une intrusion dans un domaine déjà abordé, comme une concurrence. Nécessité a été de convaincre les opposants que l'objectif du DSA n'était nullement de piétiner les plates-bandes déjà établies, - toutefois au profit d'une seule production ou filière. L'objectif et la raison d'être du DSA étaient d'associer les départements du Cirad dans la recherche de systèmes agraires mobilisant l'ensemble de leurs compétences, et surtout permettant d'atteindre la mise en valeur optimale des terroirs et paysages.

Progressivement les incompréhensions et obstacles de tous ordres ont pu être levés. Ainsi est apparu de plus en plus nécessaire et pertinent le glissement de notre recherche agronomique, dans ses objets d'étude, du thème vers le système, de la parcelle vers l'exploitation, voire le petit pays, de la stricte agronomie vers la socio-économie, vers l'éco-géographie...

Les efforts de nombreux d'entre nous ont ainsi porté leur fruit et la magnifique récompense pour moi, l'apogée de ma carrière a été la création, en juillet 1984, au sein du jeune Cirad, du DSA, dont Hervé Bichat, depuis longtemps chaud partisan de ce type d'approche, avait bien voulu me confier la direction. À noter que l'Inra avait créé son propre département Sad (Systèmes agraires et développement) en novembre 1979 et l'avait confié à Bertrand Vissac.

Au Cirad, le DSA, préparé par la mission que m'avait confiée le président du

Gerdat, Hubert Dubois, en novembre 1982, a été au départ constitué par :

- une équipe d'agronomes, agroéconomistes et cadres administratifs de l'Irat, dont René Tourte, directeur ;
- l'ensemble du personnel, chercheurs et administratifs, de l'Institut pour la formation des agronomes en régions chaudes (Ifarc), créé en 1977 par le clairvoyant administrateur du Gerdat Jacques Alliot et confié à Jacques Lefort (devenant directeur adjoint du DSA) précédemment rejoint à l'Ifarc par René Billaz, nommé directeur scientifique du Cirad à sa création en juin 1984.

Cette fusion d'agents Irat et Ifarc n'était au demeurant nullement fortuite, les deux groupes ayant depuis plusieurs années partagé les mêmes réflexions, les mêmes objectifs voire les mêmes actions. J'ai ainsi eu le privilège d'animer de 1984 à 1986 ce dynamique département dont l'un des objectifs, outre celui de conduire ses propres recherches sur ses propres terrains (métropolitains et ultramarins), était de transmettre aux autres départements du Cirad, qui n'en étaient pas encore atteints, le virus de la recherche-système, de la recherche-développement, du partenariat avec le monde paysan. Une de ses activités, et non des moindres, a même porté, en liaison avec la Caisse centrale de coopération économique et la FAO, sur la formation de hauts gestionnaires de recherche en poste dans les pays du Sud.

Et que de noms ayant lancé la belle aventure du DSA me reviennent en mémoire : Jacques Lefort, directeur scientifique et mon successeur, Michel Benoit-Cattin, Vincent Dollé, Philippe Jouve, Pierre Bulteau, Marie-Rose Mercoiret, Yves Clouet, Edmond Viricelle, Augusto Moreno, Henri Hocdé, Jean-Marie Kalms, Jacques Monnier, Richard Pasquis, Ngo Chan Bang, Patrick Caron, Florent Maraux, Patrick Dugué, Thierry Ruf, Michel Dulcire, Jean-François Bellière, Philippe Bonnal, Serge Volper, Konrad Ellsasser... et nos documentalistes, Monique Pellecier, Marie-Christine Duchamps. Beaucoup ont depuis fait leur chemin, souvent de fort brillante façon.

Et en 1986 a sonné la fin de la partie, la retraite que le gouvernement de l'époque a fixé à 60 ans, mais que la direction

générale du Cirad m'a cependant permis de dépasser de deux années afin d'accompagner les premiers pas de « mon » département. Le 1^{er} juin 1986, j'ai transmis officiellement sa direction à Jacques Lefort, bientôt rejoint par Jean-Pascal Pichot (comme directeur scientifique) et par quelques autres chercheurs de l'Irat, ou nouvellement recrutés. Christiane a conservé sa fonction de directeur administratif et financier jusqu'à son départ en 1990.

Quant au vétéran René Tourte livré aux affres de la retraite, les directeurs généraux du Cirad, Hervé Bichat puis Henri Carsalade, ont bien voulu lui faire croire qu'il pouvait être encore utile et l'ont retenu comme conseiller de la direction générale jusqu'en 1990. Que de documents, d'études, de projets du Cirad, de ses départements, mais aussi d'institutions étrangères, internationales (Banque mondiale, CGIAR, FAO, Fed...) en français, en anglais, en espagnol ont-ils pu me demander d'analyser, de condenser, de synthétiser, voire de contester ! Merci quand même à eux, car c'était très enrichissant !

Malgré votre retraite statutaire en 1984, officielle en 1986, effective en 1990, mais dans les faits jusqu'à aujourd'hui jamais prise, vous n'avez jamais cessé de travailler sur les grands problèmes de l'agriculture tropicale. J'en juge ainsi à la vue des six magnifiques volumes de votre *Histoire de la recherche agricole en Afrique tropicale francophone*² présents sur cette table !

Oui, je le confesse. Depuis notre retraite à tous deux, les activités se sont réparties en trois grands volets. La famille bien entendu a occupé le premier. Si de mon côté ma famille est malheureusement fort clairsemée, celle de Christiane est beaucoup plus riche : trois enfants, onze petits-enfants et quatre arrière-petits-enfants. Lors de notre mariage, en 1989, il n'y avait que cinq petits-enfants et aucun arrière.

Notre deuxième volet d'activités de retraite a été les voyages, le tourisme :

². *Histoire de la recherche agricole en Afrique tropicale francophone*. 6 volumes. Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Rome, 2005.

Puis l'évolution normale vers une motorisation plus avancée et plus économe de l'effort humain :
ici l'apport de la précieuse matière organique par enfouissement d'engrais vert au tracteur de moyenne puissance.



déjà en France, au moins une douzaine de régions visitées, mais aussi à l'étranger, l'Italie, l'Égypte, le Mexique, la Russie, le Portugal, le Maroc, Londres. Nous sommes évidemment retournés en Afrique : deux fois au Cameroun et six fois au Sénégal, où nos voyages ont pris l'allure de pèlerinages.

Quant au troisième volet de nos activités de retraités, il concerne donc l'histoire de la recherche agronomique et plus largement des agricultures de l'Afrique plus particulièrement tropicale. Mon grand regret a, en effet, toujours été que les travaux souvent considérables de nos anciens soient trop ignorés des jeunes générations. Et j'ai tenté de leur éviter le cruel oubli.

Ainsi il arrive que des jeunes chercheurs nous questionnent, que des étudiants viennent nous voir, français ou africains, parce qu'ils préparent un examen, une thèse. Et force m'est de constater qu'ils ignorent beaucoup de ce qui a déjà été fait, tout simplement parce que les travaux et publications antérieurs n'ont pas été numérisés. C'était d'ailleurs l'une des raisons qui m'avait déjà conduit à mener à leurs termes l'histoire de deux instituts constituants du Cirad, l'Irat et le DSA, et à contribuer à celle du Ceemat.

Pour le DSA, son histoire, éditée par le Cirad en 1997 dans sa collection « Autrefois l'agronomie », était courte. Elle m'a cependant permis de rechercher les origines de cette approche des systèmes de culture, de production et ainsi de remonter jusqu'au Moyen Âge. S'agissant de l'histoire de l'Irat, plus ou

moins en panne dans les années 1990, le travail beaucoup plus important a cependant pu être mené à bien grâce à la contribution très efficace de plusieurs collègues généralement retraités. Le document final a pu être édité en deux tomes dans la même collection en 2002.

Malheureusement, à l'élaboration de ces deux ouvrages, le virus de l'histoire m'avait contaminé et lorsque mon vieil ami Gora Beye, alors responsable du service du développement de la recherche à la FAO Rome, m'a suggéré en 1996 d'écrire une histoire de la recherche agronomique telle que je l'avais vécue, je n'ai pu résister à cette nouvelle pathologie. Au départ, il ne s'agissait d'ailleurs que d'une incursion ne devant concerner que les travaux d'une recherche organisée, débutant avec le XX^e siècle.

L'aventure engagée et la curiosité aidant, une question lancinante s'est posée : mais qu'était l'agriculture avant le XX^e siècle, avant les premières stations expérimentales, avant les premiers jardins d'essais du XIX^e siècle, avant les premières explorations européennes le long des côtes africaines, avant l'arrivée des plantes de la découverte (provenant du nouveau monde), avant l'arrivée encore plus ancienne des espèces animales et végétales asiatiques ? Le doigt et bien plus, ainsi mis dans l'engrenage, nous ont fait remonter jusqu'au néolithique, donc à l'apparition de l'agriculture sous les tropiques africains. Et comme dans ces âges reculés la seule recherche était celle empirique et obstinée d'innombrables générations de paysans (cultivateurs, éleveurs, forestiers, pêcheurs),

notre ouvrage a pris l'allure d'une grande fresque historique de l'agriculture de ces immenses régions et de la perpétuelle confrontation des hommes de la terre avec des natures parfois souriantes, mais souvent hostiles.

Et après cette incursion dans le passé d'une dizaine de millénaires, nous sommes revenus progressivement, en six volumes, vers le XX^e siècle, pour terminer notre voyage dans le temps aux années soixante, c'est-à-dire à l'indépendance de la plupart des États africains.

Comment avez-vous travaillé tous les deux ?

À l'origine de cette aventure, souhaitée par la FAO (en 1996), j'avais dit à mon épouse, dont j'espérais sournoisement la collaboration, que ce travail pourrait être accompli dans les cinq ans à venir. En fait, il nous a pris quinze ans et ce qui devait être au départ un livre de quelques petites centaines de pages est devenu un ouvrage de 2 700 pages.

La première étape documentaire nous a mobilisés tous deux pendant environ deux années. Les principales sources utilisées ont été, dans l'ordre d'importance : la bibliothèque historique du Cirad à Nogent-Vincennes (grâce à l'aide et la gentillesse de Nicole Tran Minh, Sara Desessard, Dominique Lasserre, Serge Volper) ; les documentalistes et la bibliothèque du Cirad Montpellier (Annie Marty, Catherine Gérard, Roselyne Calmel, Marie-Gabrielle Bodart, Hervé Saint-Macary, Jacques Dupanloup) ; les Archives nationales de Dakar (grâce à l'amabilité de son directeur Saliou MBaye et la disponibilité de ses collaborateurs) ; l'Instituto de investigação científica tropical de Lisbonne (grâce à la directrice de son Centre de documentation, Maria Virginia Aires Magriço) ; les Archives nationales d'Aix-en-Provence ; la bibliothèque de l'Orstom de Montpellier ; et bien entendu nos documentation et bibliothèque personnelles, en fait s'avérant assez riches. Le recours aux sources lusophones s'explique par une extension partielle mais néanmoins substantielle de l'ouvrage, surtout dans ses premiers volumes, aux États africains anciennement territoires portugais : le Portugal a été pionnier dans la

« découverte », l'exploration et la mise en valeur de l'Afrique. Le travail documentaire s'est évidemment poursuivi tout au long de la rédaction de l'ouvrage.

Des milliers de documents de toutes natures : ouvrages, articles, rapports, y compris de littérature grise, ont été consultés. 2 500 d'entre eux, explicitement analysés et utilisés pour l'ouvrage, figurent dans les bibliographies de chacun des six volumes. Ils sont enregistrés sur logiciel documentaire.

Il semble que vous ayez tout écrit à la main malgré votre connaissance de la bureautique ?

Oui, parfois même deux fois. Le recours à l'ordinateur m'aurait posé quelques problèmes déjà de pratique, mais surtout m'apparaissait et m'apparaît encore, à l'expérience, pratiquement irréalisable. Autant il est facile de distribuer des informations souvent chronologiquement ou thématiquement très éclectiques dans des classeurs préparés à cet effet, autant il est difficile de répartir ces mêmes informations sur des fichiers informatisés différents. Naturellement cette rédaction manuscrite m'a pris beaucoup de temps. Les journées commençaient vers 5 heures du matin pour s'achever vers 19 heures, soit en moyenne, poses nécessaires déduites, 8 heures de travail effectif par jour pendant environ 200 jours par an. 15 ans x 200 jours x 8 heures représentent 24 000 heures de recherche, d'écriture, de relecture, auxquelles s'ajoutent celles de Christiane pour l'enregistrement informatique des documents utilisés, les corrections, l'amélioration des textes et tableaux, la réalisation de planches de photos, l'affinage de l'ensemble, soit au moins 10 000 heures supplémentaires !

Tous les manuscrits ont été saisis à l'extérieur, partiellement au Cirad mais pour la majeure partie au Sénégal. Cependant toutes les corrections et les mises en forme de ces frappes initiales ont été effectuées directement sur support informatique par Christiane, ce qui a permis de sortir un premier jet en 2010 dont le texte a été relu bien sûr par nous-mêmes, mais aussi avec beaucoup d'attention et de compétence par notre ami Maurice Tardieu.

Les six volumes de l'ouvrage ont été progressivement enrichis par :

- une trentaine de cartes sur lesquelles figurent tous les lieux mentionnés dans chacun des volumes. Elles ont été réalisées à partir de mes propres esquisses, par un atelier de dessin, mais également par notre sympathique collègue Claude Luce ;
- une centaine de planches de photographies réalisées par nous-mêmes et comportant chacune quatre à six clichés provenant des photothèques du Cirad, de collègues et amis, et personnelles.

L'histoire a été définitivement achevée et fêtée le premier janvier 2012, après quinze ans de travail qui, s'ajoutant à mes 45 ans de vie active, ont porté à 60 années le temps que j'ai ainsi consacré à l'agriculture tropicale.

Quel choix éditorial avez-vous fait pour continuer de publier ?

L'affaire est complexe, et pour nous sans solution satisfaisante à ce jour. Au départ du projet, en 1996, la FAO s'était pratiquement engagée pour une édition papier. Reconnaissons qu'à l'époque l'édition numérique était encore peu dans les habitudes. Effectivement le volume 1, disponible en 2004, a été édité sur papier en 2005 par les services de la FAO dans une forme peut-être un peu luxueuse. Le deuxième volume était même parvenu au stade épreuve que nous avions corrigée. Des changements étant intervenus dans les services mêmes de l'institution et peut-être aussi l'ouvrage ayant pris des proportions assez exorbitantes par rapport au projet initial, la FAO a dû renoncer à poursuivre cette édition papier, dans les temps où l'édition numérique apparaissait de plus en plus comme la panacée. En contre-partie, le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, s'engageait à ce que l'intégralité de l'ouvrage soit publiée, en accès libre et gratuit, sur le site internet de son organisation. Promesse fut effectivement tenue en février 2012. En complément, son directeur général adjoint pour l'agriculture, l'ancien ministre malien Modibo Traoré, fort intéressé par l'ouvrage, a décidé d'en provoquer une sortie supplémentaire sur CD-Rom, au demeurant financé par l'ambassade française auprès de la FAO. Et Christiane et moi



avons été officiellement invités à Rome, en mai 2012, pour fêter l'événement à l'occasion du Conseil international de l'agriculture de la FAO.

Bien entendu, information de l'achèvement de l'ouvrage, partielles diffusions du CD-Rom ont été effectuées auprès des institutions qui *a priori* pouvaient être intéressées par notre travail : Cirad, Orstom-IRD, Académie d'agriculture de France, Académie des sciences d'outre-mer, Unesco, CTA Wageningen, Organisation internationale de la francophonie, IICT Lisbonne, ministère du Développement rural et Isra au Sénégal..., et bien entendu un certain nombre de collègues et amis. Hors ces derniers, chaleureux dans leurs appréciations, peu d'institutions ont manifesté un intérêt débordant, certaines n'allant même pas jusqu'à l'accusé de réception.

Je dois avouer que Christiane et moi avons été quelque peu déçus par cet accueil un peu congelé, alors que notre intention était de rendre hommage au travail de tous nos anciens et de conforter la fierté de tous les Africains pour leur passé glorieux, notamment agricole, dont il n'est pratiquement nulle trace dans les livres d'histoire. Je précise cependant que des éloges réconfortants nous ont été prodigués par le président Abdou Diouf, secrétaire général de la Francophonie ; les DG du Cirad, Hervé Bichat, Henri Carsalade, Gérard Matheron, Michel Eddi et son comité de direction et quelques hautes personnalités africaines particulièrement élogieuses.



Si la déception est quelque peu atténuée par toutes ces marques de sympathie, notre grand regret reste cependant que l'ouvrage ne connaisse pas d'édition papier. Je reste convaincu que support numérique et support papier sont complémentaires et non substituables. La consultation d'un écran d'ordinateur ne remplacera jamais le plaisir de feuilleter les pages d'un livre : sinon comment expliquer le nombre et le succès croissants de la production éditoriale actuelle, pas seulement littéraire ?

Afin de concrétiser notre idée et montrer notre travail sur papier, Christiane et moi avons fait procéder, à nos frais, à une édition en dix exemplaires, dont l'un figure sur cette table. Bien entendu ces exemplaires ne sont pas commercialisables, les droits d'auteur appartenant à la FAO qui est néanmoins ouverte à toute proposition de co-édition. À ce jour, nous n'avons aucune réaction à cette tentative publicitaire.

L'ouvrage est aussi signalé sur le site de l'Adac et d'autres sites fort sympathiques ont également pris le relais : Cirad, Coordination pour l'Afrique de demain (Cade), IRD ; Adit, ministère des Affaires étrangères ; CTA, Spore ; Canalblog ; IRED ; Médiapart...

Votre carrière vous a permis de développer depuis le début, à la fois cette séparation dogmatique que vous défendiez dès l'achèvement de vos études supérieures, séparation entre la pratique d'une

exploitation et l'application de la science agronomique sous d'autres horizons, c'est-à-dire en fait le grand fossé qui vous semblait séparer vulgarisation et recherche, terrain et science. Il semble que depuis le début, vous avez suivi ce fil conducteur, vous l'avez mené à terme jusqu'aux systèmes agraires au Cirad. Au long de votre carrière, sans parler de votre vie privée, y a-t-il eu un bon moment, un moment particulièrement remarquable et heureux, un moment plus difficile ?

J'ai eu effectivement, comme beaucoup d'entre nous, des moments difficiles, peut-être au demeurant le même, répétitif. Pour être simple, j'ai, tout au long de mes 45 ans de vie active, dû affronter plusieurs fois la barrière traditionnelle, voire culturelle, mais pour moi toujours inexplicable, qui sépare les hommes de science de la recherche agronomique *lato sensu*, des hommes de l'art de l'agriculture militante, cultivateurs, éleveurs et leurs conseillers.

Aussi m'a-t-il fallu d'abord convaincre beaucoup de mes collègues chercheurs de quitter un temps laboratoires et milieu maîtrisé, et de réaliser certains de leurs tests et essais en champs paysans, avec bien sûr l'assentiment de nos partenaires chargés de l'encadrement du monde agricole. Nécessité a été, ensuite, de persuader les uns et les autres, chercheurs et vulgarisateurs ou développeurs, de mener en milieu réel des campagnes communes, annuellement programmées et évaluées. Il s'est notamment agi d'essais

systématiques, multi-locaux, des principaux thèmes proposés par la recherche, *a priori* appropriables par les paysans et susceptibles de lever les freins sectoriels les plus sévères à la productivité, au niveau des parcelles et des troupeaux (variétés ou races améliorées, formules d'engrais ou de rations, traitements sanitaires adaptés...).

L'étape et les enjeux ultérieurs, plus délicats, ont été de substituer au schéma linéaire, classique et confortable, chercheur > vulgarisateur > producteur, un schéma triangulaire, impliquant sans doute les mêmes acteurs, mais en position d'égalité des responsabilités, tant dans l'identification des problèmes que dans l'évaluation des solutions proposées, c'est-à-dire en véritable partenariat. Cette dernière étape a supposé, nouveauté dérangeante, des terrains d'action couvrant des paysages et espaces agraires étendus, des communautés rurales entières et leurs organisations professionnelles (souvent émergentes). Elle a nécessité la présence et l'implication conjointes, sur ces terrains, d'équipes de chercheurs et développeurs, ainsi que l'intervention des responsables et agents institutionnels, administratifs, logistiques, qui doivent accompagner tout développement rural aux orientations cohérentes avec les politiques nationales et régionales.

Ce bouleversement des attitudes et comportements a rencontré bien des oppositions passéesistes qu'il a fallu progressivement amadouer, convaincre, entraîner. Deux éléments déterminants ont permis le succès : le dynamisme des équipes avec lesquelles j'ai eu le privilège de travailler, équipes petites au début, mais soudées autour d'une idée, d'une nouvelle approche, la future recherche-développement. Le deuxième élément, non moins précieux, a été le soutien souvent très appuyé de nos tuteurs et patrons de l'Irat, du Cirad, de certains responsables locaux de la Coopération française, de gouvernements nationaux, de leurs ministres et dirigeants de la recherche, sénégalais, ivoiriens, camerounais, malgaches, brésiliens, vénézuéliens, mexicains...

Mon sentiment heureux c'est l'ultime satisfaction que la pertinence et la valeur de cette démarche est maintenant largement acceptée et utilisée. Elle

a cependant exigé deux à trois décennies pour s'élaborer méthodologiquement et s'imposer dans les faits.

Ainsi, vous vous êtes efforcé de comprendre et de répondre à la demande sociale.

Exactement ! Et apparemment de façon satisfaisante, si j'en crois le nombre de publications qui aujourd'hui semble considérer une telle démarche comme d'évidence, oubliant ou ignorant le combat mené pour la faire admettre. Comment pourrais-je alors ne pas me réjouir de telles avancées, même si dans les références bibliographiques qui accompagnent les publications actuelles les noms des pionniers y sont souvent absents, peut-être parce que leurs travaux, n'ayant pas été numérisés, ne se retrouvent pas sur l'écran de l'ordinateur ?

Il est dommage que certains organismes ne valorisent pas assez les expériences passées. L'Orstom-IRD fait appel à des chercheurs-émérites, les universités à des professeurs-émérites. L'éminent professeur et grand africaniste Paul Pélissier, à plus de 80 ans, intervenait encore à l'université de Nanterre (Paris X). Et comment oublier le professeur Louis Malassis qui, jusqu'à son décès à 89 ans, a continué d'inspirer bien des enseignements et actions de l'université de Montpellier et d'Agropolis !

Au Cirad, malheureusement, beaucoup de mes collègues contemporains et même bien plus jeunes ont eu l'impression qu'en franchissant la porte de la retraite, ils franchissaient aussi le pont de l'oubli. C'est très dommageable.

À votre départ à la retraite, vous avez continué à travailler pour le Cirad jusqu'en 1990.

Oui, mon entrée en retraite s'est effectuée dans des conditions nettement plus agréables. Hervé Bichat m'a effectivement retenu comme conseiller, prévenant ainsi mes quelques réticences de vieux. Et à notre départ définitif, Christiane et moi avons été honorés lors d'émouvantes cérémonies voulues par Henri Carsalade et Jacques Lefort, avec même remises de décorations : Légion d'honneur pour René par Francis Bour et Mérite agricole pour Christiane par Jacques Lefort.

Favorisés, nous avons donc été, mais combien de collègues sont partis déçus d'une institution à laquelle ils avaient consacré l'essentiel de leur vie professionnelle, espérant peut-être pouvoir encore être appelés pour des conseils, des missions, pratiques courantes dans les universités et organisations anglophones.

C'est pourquoi il est souvent fait appel à l'international ou à des organismes étrangers plutôt qu'aux anciens du Cirad. C'est au demeurant de ce besoin d'exister qu'est née l'Adac, amicale des anciens du Cirad, créée à l'origine par des actifs du centre qui ne voulaient pas que l'on oublie les anciens. L'amicale a œuvré dans ce sens, a finalement été reconvenue par la direction avec quelques frêles réserves.

Comment dans votre famille, a été perçu tout le travail que vous avez fait après votre retraite ? Sont-ils intéressés ?

Oui. Ils ont été informés mais le fait que cet ouvrage historique² ne soit lisible que sur un écran d'ordinateur (à l'exception du premier volume imprimé) n'encourage guère la lecture.

Je me dois d'ajouter que, n'ayant pas eu d'enfants, la transmission d'un tel message dans ma famille propre est très improbable : il ne me reste que quelques cousins et petits-cousins en Creuse, sans doute informés mais jusqu'alors peu concernés. En revanche, la famille de Christiane, ma famille adoptive, est beaucoup plus nombreuse. Malheureusement, à ce jour, aucun des petits-enfants n'a été séduit par l'agronomie. Pascal, l'aîné, bien que titulaire d'un BTS en agriculture et gestion, succombe aux charmes de l'administration régionale. Nicolas, le plus proche, car détenteur d'un master de bio-informatique, a dévié plus vers l'informatique que vers le bio. Justine, le cerveau, se passionne pour le droit constitutionnel international..., donc à ce jour personne pour l'agronomie ! L'espoir demeure cependant : il reste encore deux petits-enfants et les arrière-petits-enfants existants et à venir.

Mais n'ai-je pas aussi laissé quelques enfants spirituels au Cirad et dans les pays pour lesquels j'ai travaillé ?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES (SÉLECTION)

› Tourte R., Gaudetroy-Demombynes P., Fauché J., 1954. Perfectionnement des techniques culturales au Sénégal (suite d'une thèse de Principalat soutenue en 1952 par René Tourte). Annales du Centre de recherches agronomiques de Bambey au Sénégal. *Bulletin agronomique n° 13*, Stat Nogent-sur-Marne, pp. 3-111.

› Tourte R., 1974. Réflexions sur les voies et moyens d'intensification de l'agriculture en Afrique de l'Ouest. *L'Agronomie tropicale*, Vol. XXIX, n° 9, septembre, pp. 917-946.

› Tourte R., Moomaw J. C., 1977. Traditional African systems of agriculture and their improvement. In: *Food crops of the lowland tropics*. Edited by C.L.A. Leakley and J.B. Wills. Oxford University Press, pp. 295-312.

› Tourte R., 1983. Le Gerdat et la recherche-développement ou les voies et pratiques qui ont conduit le Gerdat à la recherche-développement. *Cahiers de la recherche-développement* ; Cirad-DSA, n°1, juin, pp. 17-21.

› Tourte R., 1995. *Louis Sauger (1917-1984). Paladin de la recherche agronomique au Sénégal et en Afrique*. Préface du président Abdou Diouf. Isra (éditions Dakar, octobre 1999), 77 p.

› Tourte R., 1997. *Le département Systèmes agraires du Cirad. Des origines à 1986*. Cirad (Autrefois l'agronomie), 147 p.

› Tourte R. et al., 2002. *L'Institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières*. Cirad (Autrefois l'agronomie), tomes 1 - 230 p. et 2 - 217 p.

› Tourte R. *Histoire de la recherche agricole en Afrique tropicale francophone*. Édition numérique, site internet FAO (<http://www.fao.org/docrep/009/a0217f/a0217f00.htm>). Février 2012, 6 volumes (volume 1 sur papier, édition FAO 2005), 2 700 pages, 30 cartes, 100 planches de photographies. Plus CD-ROM FAO - ambassade de France auprès de la FAO, mai 2012.

ITEMS

Sénégal/Bambey/AOF/arachide/
Agriculture tropicale/Centre de
recherches agronomiques (CRA)/
Charles Gaury/États-Unis/Orstom/
Irat/Louis Malassis/Développement
rural/Louis Sauger/département
Systèmes agraires/Gerdat